

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Suite des souvenirs sur
la fondation de la "Vie Ouvrière"

par Pierre MONATTE

La place à prendre

par Louis MERCIER

Assaut contre le syndicalisme américain

par G. STERN

La Syrie dans la République Arabe Unie

par Jean GALLIENNE

Le rôle de Messali Hadj et du M.N.A.

par M. EL DJERAH

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois 800 fr.
Un an 1.500 fr.

EXTERIEUR

Six mois 1.000 fr.
Un an 1.800 fr.

Le numéro : 150 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 444 - Novembre 1959

La place à prendre	L. MERCIER
Assaut contre le syndicalisme américain . .	G. STERN
Un pionnier de la libération de l'Afrique Noire : George Padmore (1903-1959) . . .	F.-A. RIDLEY
Il y a cinquante ans : La fondation de la « Vie Ouvrière » (suite)	P. MONATTE
Une conversation édifiante et ses suites non moins édifiantes.	
Le deuxième volume de Rosmer.	
Rappels et confirmations	R. HAGNAUER
Note d'économie et de politique :	
Précisions — Situation mélangée —	
L'hommage de l'Inde à Bartoszek	R. LOUZON
Réponse à Louzon : Le rôle de Messali Hadj et du M.N.A.	M. EL DJERAH
Les saints n'iront pas en enfer	F. DUFOUR
L'Idylle Franco-V ^e République.	
L'acquiescement des « responsables » de Marcinelle	M. L.
La Syrie dans la République Arabe Unie . .	J. GALLIENNE
Parmi nos lettres	
Sur le « bac » et la réforme de l'enseigne- ment (G. Lamizet).	
Lettre d'Argentine : Le peuple paiera	J. PRINCE
Du nouveau, côté littérature prolétarienne	M. LIME
Une initiative ouvrière dans la Loire	J. DUPERRAY
A travers les livres :	
Les chants de l'humble amour (M. Dom- manget) — La condition humaine en Chine communiste (R. H.).	

ENTRE NOUS

Alors cela va bien. La publication des souvenirs de Monatte, du livre de Rosmer illustrent le resserrement de la grande famille qui depuis trente-cinq ans prolonge, à travers la « R.P. », l'héritage de la Vie Ouvrière de 1909. La « R.P. », le cercle Zimmerwald, l'Union des syndicalistes organisent ensemble des conférences d'information. Le dimanche 13 décembre, sous ce triple patronage, Maurice Chambelland, fondateur de la Ligue syndicaliste, animateur de la minorité de la C.G.T.U. jusqu'à l'unité de 1936, longtemps secrétaire de rédaction puis administrateur de la « R.P. », posera le problème des projets gouvernementaux « d'irrésistement des travailleurs à l'entreprise ».

Accord qui heureusement ne se traduit pas par une unité monolithique. Les divergences entre les militants rassemblés par une longue et permanente amitié justifient l'existence d'un foyer de libre discussion, dans un temps où l'opinion ouvrière se soumet trop facilement aux consignes des bureaucrates, et prouvent la solidité des tendances communes et la permanence de notre confiance commune dans la renaissance du syndicalisme.

La « R.P. » est fort bien servie par ses deux cuisiniers : Charbit et Guilloré ; par l'équipe de l'administration : Delsol, Claude Desobry et Marchetti.

Tout va bien...

Une fois de plus, il nous faut refroidir l'optimisme. Car à ces constatations exactes et sincères s'oppose une appréciation beaucoup moins favorable de notre situation financière.

Si tout va bien entre nous, nos amis proches ou éloignés n'y sont pour rien. Et leur apathie pouvait nous contraindre, malgré ces signes heureux, à proclamer : rien ne va plus...

La situation financière de la « R.P. » n'a jamais été suffisamment affermie. Et le bilan d'octobre prouve un déficit inquiétant.

Alors, il nous faut encore pousser un cri d'alarme.

Les bonnes volontés des animateurs de la « R.P. », du cercle Zimmerwald, de l'Union des syndicalistes ne peuvent suppléer à la négligence persistante de tous ceux qui demeurent attachés à la « R.P. ».

Nous comptons parmi nos abonnés des secrétaires de fédérations industrielles, d'unions départementales, de syndicats. Nous comptons aussi des militants en activité, des militants retraités qui n'ont pas perdu tout contact avec le mouvement. Il est inadmissible que chacun ne s'emploie pas à nous aider efficacement. Si chacun recrutait seulement un abonné nouveau, nous gagnerions vite les 300 nouveaux abonnements indispensables pour tenir.

On craint le noyautage politique du mouvement pour l'unité syndicale. Pourrait-on craindre les groupuscules syndicalistes, et compte-t-on parmi ceux-ci la rédaction de la « R.P. » ?

Un militant, dont la valeur et l'autorité ne sont pas discutables, comme le secrétaire général du Syndicat national des instituteurs, ne peut ignorer que la solidité des cadres de son organisation est aussi l'effet de l'influence que la « R.P. » a exercée et exerce encore sur les syndicalistes de l'enseignement. Seule la « R.P. » peut dire librement ce qu'il faut dire pour provoquer de salutaires discussions, confondre les politiciens et les ambitieux sordides, réveiller la conscience ouvrière. Parce qu'elle n'obéit à aucune idéologie doctrinale, à aucune consigne partisane. Parce qu'elle ne réclame rien d'autre à ses amis que d'assurer son existence. C'est pour cela que nous répétons avec insistance nos indications impératives :

1) Renouvelez vos abonnements, sans attendre de rappels.

2) Envoyez-nous des listes d'abonnés possibles.

3) Offrez un abonnement d'essai à ceux que la « R.P. » doit intéresser.

4) Participez régulièrement à notre souscription permanente.

Ce ne sont pas là de simples formules. C'est l'expression de devoirs dont l'accomplissement est urgent. Sinon, même si tout va bien entre nous, vous ne pourrez vous en réjouir, car la « R.P. » ne vous en portera plus la nouvelle.



LA PLACE A PRENDRE

Il est question de « raccourcir » les circuits commerciaux. Le gouvernement favorise des importations de denrées alimentaires pour freiner la hausse des produits nationaux. Dans la presse quotidienne, des reportages tapageurs ont attiré l'attention sur les expériences de Leclercq tentées en province, et qui se résument par une vente massive de produits d'usage courant à prix de gros. Diverses réunions de commerçants, à l'échelon national, ont traité de l'assainissement et de la modernisation de la distribution. Pinay s'est payé le luxe de tancer Gingembre devant une assemblée de P.M.E. et de le mettre en garde contre de possibles manœuvres de boycott.

Voilà des nouvelles qui devraient nous réjouir. Depuis une quinzaine d'années, nous nous échinons, ici, dans les congrès syndicaux et ailleurs, à montrer et à démontrer que la distribution française est irrationnelle, coûteuse, et opposée aux intérêts des consommateurs ; qu'elle extorque aux salariés une portion importante de leurs revenus ; qu'elle entretient une couche sociale parasitaire dont le poids politique se retrouve dans les organisations démagogiques. Voir ces réflexions de bon sens se généraliser ne peut donc que nous encourager.

Pourtant, nous ne sommes satisfaits qu'à moitié. Nous le serions entièrement si les mesures prises aujourd'hui, pour des raisons de conjuncture et par décision ministérielle, à la faveur des disponibilités de quelques groupes financiers, constituaient l'aboutissement d'une campagne d'information et de propagande syndicales, et si elles portaient la marque, en tout ou en partie, de l'initiative ouvrière. Les fédérations de l'alimentation, des produits chimiques, de la pharmacie avaient sans nul doute matière à informer le public.

La publication des chiffres concernant le prix de revient réel de certains produits ménagers contribuerait efficacement à ramener le prix de vente de ces mêmes produits à un niveau acceptable, surtout si parallèlement la presse syndicale faisait connaître les ingrédients de base de ces marchandises.

Dans bien d'autres domaines, la même pression populaire peut s'exercer : transports, construction, habillement. La lutte pour les salaires apparaîtrait alors comme un aspect — sans doute essentiel, mais non exclusif — de l'action syndicale, et se compléterait par d'autres aspects, celui de la défense des consommateurs notamment. Et la revendication syndicale à la connaissance des livres comptables des entreprises prendrait une force nouvelle.

Le sentiment d'avoir vu clair, et d'avoir œuvré pour ouvrir les yeux des militants... le fait que les autorités gouvernementales favorisent un certain nettoyage des circuits commer-

ciaux ne doivent pas nous empêcher de regretter la carence, dans le domaine de l'agitation, de la documentation, de la mise en valeur des solutions, de nos centrales syndicales. Le fruit d'une évolution nécessaire nous échappe et nous avons perdu une possible victoire, à la fois sur le plan du prestige et sur le plan des garanties.

Sidro, de la Fédération des Employés, avait bien raison au récent C.C.N. de Force Ouvrière, de rappeler que la valeur du marché des fruits et légumes représentait 900 milliards, et dépassait singulièrement la valeur du marché de l'acier ! Le rôle des confédérations syndicales libres, lesquelles n'ont pas besoin de ménager les possibles électeurs que sont les intermédiaires, devrait logiquement se manifester dans l'information du grand public sur ces questions qui ne sont pas spécifiquement ouvrières, mais pour la solution desquelles seule la classe ouvrière organisée peut parler clair. Ce sont des ingénieurs et cadres de Grenoble qui sont allés chercher Leclercq pour lancer l'opération en Dauphiné. Preuve qu'une initiative syndicale et coopérative aurait pu obtenir le soutien de larges couches populaires.

L'essentiel, c'est que l'évolution se fasse dans le bon sens, diront certains. Peut-être. Ce n'est pourtant pas d'un bon œil que nous voyons la municipalité de Neuilly, à majorité de droite, prendre sur elle d'afficher les prix minima et protéger un Leclercq local sur le marché. L'inexistence d'un mouvement ouvrier capable de défendre ses propres intérêts et de s'intéresser à ses propres affaires ne peut conduire au renforcement de ce même mouvement. N'y a-t-il donc plus d'Unions locales, ou a-t-on oublié à quoi elles pouvaient servir ?

La réforme de la fiscalité, sans que les murs de toutes les villes de France aient été couvertes d'affiches résumant les projets des Fédérations de fonctionnaires, a fini par sortir des bureaux gouvernementaux comme d'une boîte : autre exemple de la réserve, de l'abstention, du mutisme, pour ne pas dire de l'inexistence du mouvement syndical, à propos d'un problème qui touche directement la masse des salariés.

Les confédérations syndicales libres cherchent à gagner des adhérents, à renforcer leur influence, à étendre leur réseau d'organisations. Nous avons la certitude que ce n'est qu'au travers d'un travail d'information, d'un effort d'intervention dans les problèmes quotidiens, dans la participation à la vie sociale même que cette volonté d'extension a quelque chance d'aboutir. Entre le poujadisme et la technocratie ministérielle et financière, il y a place pour un mouvement syndical ouvrier. Mais il faut vouloir la prendre.

Louis MERCIER.

Assaut contre le Syndicalisme Américain

Le syndicalisme américain traverse une période extrêmement difficile. L'unification entre l'A.F.L. et le C.I.O. ne lui a pas apporté les succès escomptés : la campagne de recrutement s'est soldée par un échec, l'unité entre les anciennes organisations de l'A.F.L. d'un côté et du C.I.O. de l'autre, est moins « organique » qu'on ne le pense généralement et, enfin, l'exclusion de plusieurs fédérations, dont celle des « teamsters », des camionneurs, accusées de corruption, a affaibli l'ensemble du mouvement syndical et le menace de désagrégation.

En ce qui concerne l'échec de la campagne de recrutement, il s'explique essentiellement, par trois raisons : 1) par les difficultés objectives que rencontrent les « organisateurs » du mouvement syndical dans le sud des Etats-Unis où la force combinée des entrepreneurs, des autorités et des partis politiques suffit à empêcher la « syndicalisation » des entreprises ; 2) par le fait que les employés continuent à rester réfractaires aux appels des syndicats (et les employés restent la « masse de réserve » des syndicats, puisque, dans l'ensemble, les ouvriers de la grande industrie sont syndiqués) ; 3) enfin, le syndicalisme américain est, dans l'ensemble, devenu bien plus bureaucratique que dans le passé et sa force d'attraction a, par conséquent, notablement diminué.

L'unité entre l'A.F.L. et le C.I.O. est, certes, établie, mais l'ancienne ligne de partage reste assez nette dans beaucoup de domaines : on assiste continuellement à des querelles dont l'enjeu est la délimitation des « zones d'influence » dans tel ou tel secteur d'une branche d'industrie, et ces querelles reflètent bien souvent la vieille divergence qui, dans les années trente, avait abouti à la fondation du C.I.O. : organisation du mouvement sur la base des métiers ou à l'échelle d'une branche d'industrie. On « s'arrange » dans la plupart des cas, mais le « département industriel » de la centrale et la « fédération des métiers » s'opposent presque continuellement dans des conflits qui sont nuisibles à la cohésion de l'ensemble du mouvement.

La corruption, le « racket », ce sont, au fond, de vieilles maladies du syndicalisme américain : maladies engendrées par l'absence d'un contrôle des syndiqués sur les « bosses », parfois sans scrupules. Il est à noter que cette corruption est loin d'avoir gangrené la majorité des syndicats et fédérations, mais le fait est que ce phénomène est considéré comme suffisamment dangereux pour que toutes les organisations syndicales, sans exception, se voient obligées de prendre des mesures sévères de contrôle et de répression.

C'est au moment précis où la faiblesse du mouvement syndical aux Etats-Unis était la plus clairement établie que fut déclenchée l'assaut avec tous les moyens dont disposent les adversaires du « labor ». La commission sénatoriale, instituée pour enquêter sur la corruption dans le mouvement syndical (et dans les organisations patronales... mais de cela, il ne fut jamais question...) s'acharna, des mois durant, à discréditer l'ensemble du mouvement syndical, en offrant au public l'image d'un « Jimmy » Hoffa, « boss » des camionneurs, allié de la pègre américaine. Le moindre comparse de cet homme puissant (qui est appuyé par des personnalités du parti républicain...) était présenté comme « chef syndical » et l'on insinua, en même temps, que les « autres » ne valaient guère mieux...

Qu'importe si cette commission, devant laquelle apparaissaient, tour à tour, de nombreux leaders du mouvement syndical, devait bien concéder que le syndicat de l'automobile, celui des ouvriers de l'acier et bien d'autres, avaient une gestion parfaitement honnête et soignée ? Le public était intoxiqué par

l'image de « Jimmy » Hoffa : et son exclusion de l'A.F.L.-C.I.O. n'a pas, au fond, contribué à faire changer d'avis une opinion publique suffisamment prévenue contre les syndicats.

Le but de « l'opération Hoffa » ? Les sénateurs chargés de l'enquête le cachèrent à peine : suggérer au président Eisenhower et faire adopter par le Congrès une loi restreignant considérablement la liberté d'action du mouvement syndical. C'est ainsi que fut adoptée la loi Landrum-Griffin qui institue un contrôle sévère de la gestion financière des syndicats, interdit, dans une grande mesure, l'agitation et la propagande syndicales devant et dans les entreprises et ouvre pratiquement la porte — ce sera pour plus tard — à un semi-contrôle des pouvoirs publics sur les organisations syndicales.

Surprise désagréable pour les leaders syndicaux : alors qu'ils comptaient sur les « amis » du parti démocrate pour empêcher l'adoption de cette loi, appuyée par Eisenhower qui, lui-même, agissait sous la pression du patronat, ces « amis » se défilèrent, l'un après l'autre : finalement, rien qu'une douzaine de sénateurs tenaient bon, votèrent contre, mais tout en admettant la nécessité d'une loi « un peu moins sévère ».

On devine la déception des leaders syndicaux : toute leur activité, dans le passé, tendait à « coller » au parti « progressif », et le comité d'action politique de l'A.F.L.-C.I.O. croyait pouvoir compter sur les candidats du parti démocrate qui devaient en partie leurs sièges au soutien politique de la Centrale ouvrière.

Ce calcul se révéla faux, et, de toute façon, cet « événement » aura ses répercussions sur l'activité future des syndicats dans le domaine politique. D'ores et déjà, au congrès du syndicat de l'automobile qui se réunissait en octobre, une forte fraction des délégués se prononçait pour... la création d'un troisième parti « progressif », un Labour-party, alors que Reuther et ses fidèles continuent à miser sur les éléments « favorables » du parti démocrate.

Mais — fait significatif — les deux tendances formulaient plus nettement qu'auparavant le désir d'une action autonome renforcée de la part du mouvement syndical. Abandonné par les « amis », exposé à la pression commune du gouvernement et du patronat, le mouvement syndical aux Etats-Unis commence timidement à se ressaisir. L'exemple le plus frappant de cette nouvelle attitude est sans doute l'attitude de l'ensemble des fédérations ouvrières à l'égard de la grève dans l'industrie de l'acier.

Déjà, lors des négociations dans l'industrie de l'automobile, en 1958, Reuther et ses amis sentaient très nettement un « changement de la température » chez les patrons : il n'était plus possible, comme ce fut le cas lors de négociations antérieures, de rompre le front patronal, il devenait évident, déjà, qu'on assistait à une tentative de briser le mouvement syndical, de lui imposer une « discipline », de le faire revenir sur des avantages acquis.

Ce fut alors l'assaut des magnats de l'acier : assaut formidable, car ils ne demandent pas moins que l'abandon de tout ce que le syndicat de l'acier a, dans des luttes parfois sévères, gagné à l'intérieur des entreprises : compétence des délégués syndicaux en ce qui concerne la réglementation du processus du travail (« timing »), droits de regard sur les problèmes des heures supplémentaires, etc., bref : influence du syndicat à l'intérieur des entreprises, avec tout ce que cela comporte, la protection plus ou moins grande des droits acquis.

Que l'introduction progressive de l'automatisation dans les entreprises soit à la base des exigences patronales, il n'y a là aucun doute ; que cette automatisation

doive se faire, selon les désirs patronaux, sans ingérence du syndicat, est incontestable. Il ne s'agissait pas essentiellement, du problème des salaires.

Quoi qu'il en soit, le syndicat de l'acier sentait qu'il y allait de son existence, et l'ensemble du mouvement syndical avait compris qu'une victoire des magnats de l'acier signifierait « la suite des opérations » dans les autres secteurs de l'industrie américaine.

Le sursaut était remarquable et rappelait — toutes proportions gardées — les années de la « lutte héroïque » du mouvement syndical : on se « mobilisait » pour aider le syndicat des ouvriers de l'acier, des sommes considérables furent rapidement réunies, dans la plupart des organisations de base, bref : on sentait un réel mouvement de solidarité, même de la part des fédérations hostiles à McDonald, président du syndicat de l'acier.

Le congrès de l'A.F.L.-C.I.O., réuni récemment à San Francisco, se déroulait entièrement sous le signe de cette solidarité et de la volonté de « faire face » à l'offensive combinée du gouvernement et du patronat. Meany lui-même, le président de la centrale par ailleurs peu enclin à prendre des « positions radicales », poussait à « l'intransigeance » à l'égard du gouvernement et du patronat.

Les différentes fédérations, elles, se mettaient en état d'alerte : le syndicat de l'automobile décidait une augmentation considérable des cotisations dans le but de constituer une « réserve » pour les luttes futures, les grèves qui semblent inévitables, surtout dans l'industrie de l'automobile : General Motors, Ford et Chrysler, les « trois grands » de cette industrie, s'approprièrent, selon l'exemple des « grands » de l'acier, à « raisonner » le syndicat ouvrier.

Campagne de « corruption », loi antisyndicale, assaut des magnats de l'acier : le mouvement syndical américain a parfaitement compris qu'il s'agit là d'une

offensive de grand style, remarquablement synchronisée. On n'est pas sûr que les moyens d'y parer, soient à l'échelle du danger. Certes, certaines fédérations, comme celle de l'automobile, envisagent la lutte et s'y préparent. D'autres, au contraire, essaient de « s'adapter » à la nouvelle situation et espèrent échapper au danger, peut-être pas immédiat, d'une « prise en charge » plus ou moins ouverte, par les organismes de l'Etat qui les menace : car d'ores et déjà, il est question d'une aggravation de la loi Taft-Hartley, de lois spéciales dans certains Etats pour rendre plus précaire l'activité syndicale.

Il est évident que beaucoup de syndicats et de fédérations sont devenus, depuis bien longtemps, des organisations bureaucratiques, des « puissances », traitant « d'égal à égal » avec le patronat et le gouvernement. C'est précisément cette « puissance » que l'on veut briser, et il est certain que le mouvement syndical aura à se poser à nouveau le problème de sa structure, de ses moyens d'action, de la sauvegarde de son existence, s'il veut, avec quelques chances de succès, riposter à la plus formidable offensive menée contre lui depuis des dizaines d'années.

L'un des orateurs au congrès du syndicat de l'automobile « sentait » parfaitement le problème, lorsqu'il déclarait : « Le syndicat, c'est nous, avant tout... et si, aujourd'hui, nous subissons au lieu de dicter, c'est peut-être parce que certains « bosses » syndicaux oublient l'existence du simple syndiqué... »

Cette déclaration, surprenante dans la bouche d'un syndicaliste américain, et surprenante surtout dans un congrès du syndicat de l'automobile — sans doute le plus démocratique de tous les syndicats américains — révèle peut-être le début d'une nouvelle orientation dans l'attitude du mouvement syndical. Mais ce n'est qu'un début. L'essentiel reste à faire.

G. STERN.

Un pionnier de la libération de l'Afrique Noire

GEORGE PADMORE - 1903-1959

La mort soudaine de George Padmore le 23 septembre dernier a été un gros coup pour ses innombrables amis personnels et pour les admirateurs de sa politique. Après une vie tout entière dépensée au service de la race noire, à laquelle il appartenait, et dont il fut certainement l'un des principaux représentants, cet illustre révolutionnaire mourut, comme un Moïse moderne, presque en vue de la terre promise. Si l'Afrique est aujourd'hui, pour la première fois, sur le point d'entrer largement dans l'histoire du monde, c'est à des hommes comme George Padmore qu'elle le doit.

L'Afrique moderne doit beaucoup à ces nègres du Nouveau-Monde, auxquels appartenait Padmore, qui apportèrent à leur continent d'origine les idées politiques et sociales que, par l'une de ces ironies de l'histoire, ils avaient reçues de ces mêmes Européens dont les ancêtres avaient réduit les leurs, par force, en esclavage.

UNE VIE DE LUTTE

PREMIERE PERIODE : LE COMMUNISME

George Padmore était né à la Trinidad, dans les Antilles, en 1903 ; je lui ai entendu rappeler qu'il était le petit-fils d'un esclave des plantations antillaises ; ses parents appartenaient cependant à la petite bourgeoisie et George étudia le Droit à la fois dans les facultés britanniques des Antilles et dans celles des Etats-Unis.

Le nom de Padmore sous lequel ce grand Africain devait devenir universellement connu était un pseudonyme ; j'ai entendu dire — mais pas par lui — que son nom de famille était Nurse.

Il semble s'être toujours passionné pour les questions politiques et sociales et, dès sa jeunesse, le jeune Antillais se lançait dans la bataille qui devait durer toute sa vie, en faveur, d'abord, de sa propre race, et ensuite, de tous les déshérités du monde.

Comme beaucoup des hommes d'esprit avancé de sa génération, il fut attiré par le dynamisme de la révolution russe qu'il continua, durant toute sa vie, à regarder comme un événement de première importance. Son dynamisme personnel, ses remarquables capacités intellectuelles et son talent d'orateur le portèrent rapidement au premier rang dans le monde du communisme international ; il en fut bientôt le principal porte-parole pour toutes les affaires concernant les noirs ; il fut également le premier nègre à être élu membre du Soviet de Moscou, en 1930 ; il étudia aussi à l'Académie militaire de l'armée rouge et fut nommé membre honoraire du parti communiste russe. Ensuite, il devint membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste et du parti communiste allemand. Padmore eut alors son quartier général à Hambourg ; pendant la période pré-hitlérienne il fut étroitement associé au mouvement ouvrier allemand ; il habitait près de la colossale statue de Bismarck, là où, plus tard, devaient avoir lieu quelques-unes des pires atrocités nazis ; il dédia l'un de ces derniers livres à la mémoire de l'un des chefs des dockers de Hambourg tué par les nazis.

Ce fut à cette époque qu'il écrivit son fameux livre qui devait être traduit en de nombreuses langues par le Comintern : « Les vies et les luttes des travailleurs noirs ».

SECONDE PERIODE : LE NATIONALISME AFRICAIN

En 1933 Hitler parvenait au pouvoir, et le parti communiste allemand fut liquidé. Padmore fut lui-même emprisonné à Hambourg, mais en tant que «sujet britannique il fut bientôt relâché; il passa les vingt années suivantes en Angleterre où il habitait Londres, de 1935 environ à 1957, année où il partit pour le Ghana afin d'y occuper le poste qu'il avait encore au temps de sa mort si tragiquement prématurée. C'est durant cette période, en 1936, que l'auteur de cet article le rencontra pour la première fois, il ne devait point cesser ensuite de le fréquenter.

Peu après avoir quitté l'Allemagne, Padmore rompit avec le Comintern en raison de ce que Staline avait adopté, en 1935, la tactique du « front populaire » qui devait être suivie d'une alliance militaire avec la France et, par voie de conséquence, d'un ralentissement de l'action communiste sur le « front » colonial.

A partir de ce moment, Padmore consacre tout son temps au mouvement pour l'indépendance des peuples colonisés, dont il constitue l'une des plus classiques figures — aussi remarquable comme organisateur, comme agitateur et comme écrivain.

Le fameux révolutionnaire irlandais, feu le capitaine Jack White, fils du maréchal de camp Sir George White, défenseur de Ladysmith durant la guerre du Transvaal, m'a dit une fois que, de tous les hommes qu'il avait jamais rencontrés, Padmore était le plus dynamique, ce qui n'était pas peu de la part d'un homme comme White qui avait été l'ami d'hommes comme James Connolly, Jim Larkin, Michael Collins, et tous ces extraordinaires militants du mouvement irlandais des années 1900.

A Londres, Padmore écrivit toute une série de livres sur les problèmes de l'Afrique; parmi ceux qui ont exercé une profonde influence sur le nationalisme africain des dernières années, « l'Afrique, troisième empire de la Grande-Bretagne » est peut-être le plus important du point de vue politique.

Pendant la seconde guerre mondiale, Padmore fit la guerre sur deux fronts. Il souhaitait que l'impérialisme colonial s'écroule des deux côtés, tout en soutenant les forces anti-fascistes dans leur lutte contre le Troisième Reich. Il était à la fois contre l'impérialisme germanique et contre l'impérialisme britannique, ce colossal oppresseur de sa race.

Dans le gigantesque drame mondial, au cours duquel le fascisme essayait de s'emparer des territoires coloniaux, George voyait la Némésis en marche pour conduire au tombeau le colonialisme; il annonçait la fin prochaine de tout impérialisme et de toute exploitation de l'homme par l'homme, de toute exploitation d'une race par une autre. Lorsque la radio annonça que Singapour, ce Gibraltar oriental de la Grande-Bretagne, avait dû ignominieusement capituler entre les mains des Japonais, George vit le cours que les choses allaient prendre; j'étais avec lui à ce moment, il se tourna vers moi et, d'un ton prophétique, il me dit: « C'est le *Mane, Thecel, Pharès* pour l'impérialisme blanc en Orient. »

Ça allait être un but unique, durant les trop courtes années qui lui restaient à vivre: détruire l'impérialisme, non seulement en Orient, mais partout, et, tout particulièrement dans le continent de ses propres ancêtres, l'Afrique. Toutes ses dernières années furent consacrées à cette tâche.

TROISIEME PERIODE : LA PAN-AFRIQUE

En 1946, Padmore fut l'un des deux secrétaires-organisateurs du congrès pan-africain tenu à Manchester, cette capitale de l'industrie cotonnière qui fut, de ce fait, l'un des principaux profiteurs de la traite des noirs.

Son collègue au secrétariat était un jeune Africain occidental alors à peu près inconnu, tout au moins en comparaison de Padmore, il s'appelait Kwama N'Krumah. Il est maintenant célèbre comme le premier ministre du Ghana et comme le possible Messie Noir du continent africain.

Le congrès de Manchester qui devait avoir des effets de longue portée sur l'évolution du nationalisme noir dans les années suivantes, vit se produire une discussion historiquement fructueuse entre ces

deux dynamiques Africains, Padmore et N'Krumah. Plus tard, lorsque le Ghana eut acquis, conformément à son propre désir, l'« autonomie dès aujourd'hui », Padmore tint toute une série de meetings triomphaux à travers le pays, meetings qui furent marqués, ainsi que me le dit à l'époque un correspondant au Ghana qui y assista, par un enthousiasme délirant; et, lorsque le Ghana eut obtenu le plein statut de dominion, George Padmore alla s'y établir définitivement, en tant que « conseiller pour les affaires africaines » auprès du premier ministre, avec rang de ministre. Il prit ce poste au début de 1958.

La veille du jour où il quitta l'Angleterre, je déjeunai avec lui; il me parla sans réticences des problèmes africains et d'une stratégie politique qui se donnait pour but d'amener la constitution, d'abord, d'une fédération des Etats de l'Afrique occidentale (les chefs de la région du Niger sont politiquement les élèves de Padmore), puis d'une Afrique une et libre où les derniers liens de sujétion auraient disparu.

Il convient d'ajouter que Padmore n'a jamais été adversaire de l'existence d'une minorité blanche en Afrique, mais à la condition que celle-ci veuille bien accepter d'une manière permanente le statut d'une minorité, et non celui d'une « race de maîtres », comme c'est si souvent le cas actuellement, car personne n'a mieux réalisé que ce grand marxiste combien est techniquement arriéré le « continent noir » et combien il a encore besoin de la coopération des peuples industriellement plus avancés.

Dans sa poursuite d'une politique pan-africaine, Padmore, en tant qu'« éminence grise » des mouvements de libération africains, eut à jouer un rôle de premier plan, bien que non public, dans l'organisation du grand « Congrès populaire pan-africain » qui se tint en décembre dernier à Accra, auquel l'auteur de cet article avait été fraternellement invité, mais auquel il ne put se rendre, ce qui est l'un des plus grands regrets de sa vie.

Cet énorme rassemblement tenu sur le sol d'Afrique, prélude sans doute à beaucoup d'autres, a déjà montré son influence sur le cours des mouvements nationaux de toute l'Afrique. L'avènement d'une Afrique libre et, espérons-le, unie, est maintenant l'une des certitudes politiques de notre temps. Nous ne doutons pas que le nom et le souvenir du grand Africain que fut Padmore, de ce grand révolutionnaire au sens le plus profond du terme, sera vénéré avec gratitude longtemps après que la légion des présentes nullités politiques qui occupent la scène en des rôles éphémères comme dirigeants passagers d'un continent qui se meurt et d'une culture visiblement décadente, auront eu leurs os tombés en poussière.

ADIEU !

George Padmore mourut à Londres le 23 septembre à l'âge de 56 ans. Il est curieux de signaler qu'à cette occasion une notice nécrologique fut publiée par le *Times*, l'organe traditionnel de l'impérialisme britannique! Son corps fut incinéré à Goldens Green le 28 du même mois. N'Krumah ordonna un deuil public d'une semaine dans tout le Ghana, tribut de reconnaissance que devait le pays à son grand fils adoptif.

George Padmore a été l'un des grands hommes de notre temps; pour moi, je pleure non seulement la perte d'un grand homme, mais celle d'un vieil et sûr ami de vingt-cinq ans. Adieu !

F. A. RIDLEY.

AU GROUPE SACCO-VANZETTI
VENDREDI 27 NOVEMBRE 1959
à 20 h. 30, salle Lancry
(Métro République)

CONFERENCE
de Roger HAGNAUER
sur

« Le Cléricalisme contre l'Ecole »

La fondation de la "Vie Ouvrière"

(Suite)

Oui, pour la *Vie Ouvrière*, l'année 1911 allait être dure. Pas seulement pour elle ; pour la tendance syndicaliste révolutionnaire aussi ; pour la C.G.T. également. Cela par la fondation de la *Bataille Syndicaliste* et la grave crise qu'elle allait connaître presque tout de suite. Pourtant, à la *Vie Ouvrière*, nous avions bien commencé l'année. Nous avions emménagé au 96, quai Jemmapes, à l'angle de la rue de la Grange-aux-Belles et du quai, entre la Bourse du Travail et la Grange-aux-Belles. Une boutique et une pièce au-dessus. En bas, dans la boutique, l'administration et le service de librairie ; en haut, la pièce pour la rédaction avec la possibilité d'accueillir les camarades qui avaient quelque chose de sérieux à dire. Désormais, un camarade, H. Lantz, assurerait l'administration et la librairie. Nos charges s'accroissaient donc, en plus du loyer plus élevé. Mais nous commençons l'année avec 1.350 abonnés ; trois mois après, au classement du 5 mars, nous étions à 1.607. Bien dépassés les 1.200 abonnés qui devaient permettre de boucler le budget.

Nous avons confiance, tellement même que nous avons donné l'hospitalité au journal pour enfants, les *Petits Bonshommes*. Difficile de refuser ce berceau. Nous avons poussé à la naissance sans prévoir le surcroît de soucis qui en résulterait. Léon Clément pensait à un journal d'enfants, en parlait depuis des mois, peut-être des années. A chaque réunion de la Ligue pour la protection de l'enfance, il en était question. A l'une de ces réunions, à laquelle j'assistais, je fus amené à m'étonner de leur lenteur à sortir de l'indécision. On voudrait bien t'y voir, me répliqua-t-on. Eh bien, voyons. Tel camarade parmi vous travaille chez un clicheur qui est sympathique à nos efforts. Qu'il lui demande donc de vous faire un crédit de trois mois, après tout normal, pour les clichés dont vous auriez besoin. Voulez-vous, en outre, que je demande à Leduc, l'administrateur de l'Union typographique, de vous ouvrir un même crédit de trois mois ? Il ne refusera pas, je pense. A vous de trouver un bon cuisinier ou une bonne cuisinière pour le petit canard et quelques dessinateurs. Des camarades aussi pour l'administration et la récolte des abonnements. Peut-être un peu d'argent. Est-ce possible ? Et tous de s'écrier que c'était possible, soulevés par une subite confiance. Après cela, pas moyen de refuser place chez nous aux *Petits Bonshommes*. Ils eurent pas mal d'avatars inattendus. Ce n'est pas une petite affaire que de trouver un bon cuisinier pour une telle publication. Mais pouvions-nous ne pas aider Léon Clément et ses copains ?

Nous avions commencé l'année avec « L'Approche de la guerre », de Merrheim, étendue sur quatre numéros. Suivie peu après par une réponse de Laisant : « La guerre improbable ». Mais confirmée par une étude de Domela Nieuwenhuis, le grand militant anarchiste hollandais : « La guerre anglo-allemande vue de Hollande ». Notre point de vue avait été assez mal accueilli de certains côtés. Quelques-uns de ceux qui, la guerre venue, devaient sauter à pieds joints de l'antipatriotisme au jusqu'aboutisme, nous traitaient de défaitistes. Ils ne voyaient pas très loin. Ils ne cherchaient pas à voir. L'Alsace-Lorraine était la seule cause de guerre, pensaient-ils. La course à l'armement naval disputé

entre l'Angleterre et l'Allemagne, pour s'assurer le leadership européen, ne les frappait pas. Non plus que les menées tsaristes en Autriche. Ils ne sentaient pas que la bourgeoisie utilisait pour ses propres fins conservatrices la guerre possible, réveillant le nationalisme revanchard et détournant l'esprit populaire de la lutte sociale. C'était laisser la partie belle à nos Poincaré, Millerand et Briand. C'était négliger aussi l'effort internationaliste pratique. Si la rivalité économique anglo-allemande était à la base de la menace de guerre, ainsi que nous le pensions avec Merrheim et Domela Nieuwenhuis, il importait que les deux Internationales, la socialiste et la syndicale, sortissent de leur apathie et que les grande forces trade-unionistes en Angleterre et social-démocrates en Allemagne agissent sans retard et de toute leur vigueur en cas de risque. Pouvait-on éviter la guerre européenne ? Surtout étant données les menées d'Isvolsky dans les Balkans et contre l'Autriche-Hongrie ? Il fallait le tenter en tout cas. L'Internationale socialiste n'était pas complètement inactive. C'était bien, mais ce n'était pas tout, de voter la motion Keir Hardie-Vaillant sur la grève générale en cas de guerre. Quant à l'Internationale syndicale, elle restait passive. La lutte contre la guerre n'était pas dans ses attributions. Pourtant, faire tout le possible dans les pays les plus directement intéressés nous paraissait un devoir impérieux. Sans parler du mérite complémentaire de voir les données d'ensemble du problème et de veiller sur les points où le feu pouvait s'allumer. Ainsi l'on serait prémuni contre la surprise au moment critique.

Il fallait ici renforcer le mouvement syndicaliste. Un quotidien lui était indispensable. Au cours de la grève des cheminots, on avait pu mesurer les inconvénients de l'absence d'un quotidien ouvrier. Maintenant que la crise de la Maison des Fédérations était finie, la tendance révolutionnaire se sentait assez forte pour reprendre l'idée d'un quotidien syndicaliste révolutionnaire.

Pas question d'un quotidien officiel de la C.G.T., un quotidien révolutionnaire absolument indépendant. Sans fil à la patte de quelque nature que ce soit. Sans bulletin financier, sans page d'annonces commerciales non plus. Delaisi, depuis plusieurs années, nous avait mis dans la tête ce c'est ainsi que les quotidiens d'avant-garde, ou même les quotidiens socialistes de la *Petite République* à l'*Humanité*, avaient perdu leur indépendance et qu'ils étaient tombés, sans même s'en rendre compte, sous l'influence des intérêts bourgeois. Donc, notre presse devrait vivre de sa seule vente. Plus difficilement, c'était sûr, Mais on devait pouvoir y arriver. Où prendre les ressources pour un bon départ ? On s'adresserait aux syndicats eux-mêmes. Un sondage fut décidé à une réunion de tendance où je fus chargé de préparer la grande circulaire-appel. Un sondage auprès d'un certain nombre de syndicats, particulièrement ceux du Bâtiment. Quelles sommes pouvaient-ils s'engager à verser ? Si le sondage donnait de bons résultats, l'appel serait rendu public. Mais on ne partirait pas avant d'avoir réuni 120.000 francs. Petite discussion sur le titre à donner au canard. Je proposai le *Travail*, mais Grifuelhes lui opposa la *Bataille syndicaliste* qui fut accepté.

Le sondage donna des résultats encourageants. En huit jours, il approcha des trente mille francs. Si

encourageants qu'un camarade comme Griffuelhes qui avait paru assez tiède jusqu'alors, prit le mors aux dents. Plus question d'attendre d'avoir réuni les 120.000 francs. Il fallait immédiatement rendre l'appel public et préparer le lancement du quotidien. Nous convaincre était facile ; le besoin nous paraissait pressant ; et puis nous avions confiance en Griffuelhes.

La *Révolution* avait montré une lacune de nos journaux habituels, l'abondance de journalistes de métier, surtout dans les rubriques d'information générale, peut-être au secrétariat de rédaction. Nous ne savions pas, mais l'expérience devait nous l'apprendre vite, que même dans ces rubriques il fallait à la fois avoir nos idées et connaître le métier. Un secrétaire de rédaction ne sentant pas en syndicaliste ne mettra pas en valeur les événements réellement importants pour nous.

Griffuelhes avait connu autrefois le secrétaire de rédaction de *l'Intransigeant*, Besse, alors que celui-ci était militant socialiste en province. On alla lui demander conseil. Besse reçut notre petite troupe menée par Griffuelhes et trouva naturelle notre préoccupation. On bavarda des problèmes de cuisine d'un quotidien. Finalement, il nous fit cette proposition : quelques jeunes rédacteurs de *l'Intran*, quotidien du soir, pourraient être à cheval sur les deux journaux, la *Bataille syndicaliste* étant quotidien du matin. Il en voyait quatre ou cinq qui pourraient faire l'affaire et que cela arrangerait matériellement. La proposition nous parut bonne ; elle aurait pu l'être. Mais Besse ne voyait plus avec des yeux de socialiste, encore moins de syndicaliste. Parmi les quatre ou cinq journalistes de métier venus ainsi à la *Bataille*, il y avait une jeune fille militante d'Action Française. Plus grave, il y avait l'un des auteurs du livre *Ces messieurs de la C.G.T.*, paru quelques années plus tôt et qui, d'après certains, avait utilisé des renseignements de police. Besse ignorait-il cela ? Alors, avait-il voulu nous jouer un bon tour ? Ou bien l'avait-il dit à Griffuelhes qui n'en avait pas vu les inconvénients ?

Il nous avait indiqué, en outre, un secrétaire de rédaction, jeune mais connaissant bien son métier, ayant assuré ces fonctions durant plusieurs années au *Matin*. Un homme de caractère, d'ailleurs ; de lui-même, au bout d'un mois, il déclarait : « Il vaut mieux que je parte. Je ne suis pas plus content de ce que je fais que vous ne pouvez l'être de vous-mêmes ». Il avait compris qu'un secrétaire de rédaction, encore plus qu'un rédacteur, doit partager les opinions qu'exprime son journal. Qui lui succéda ? Harmel, Sené ? je ne me souviens plus. Ranoux, qui avait été secrétaire de la *Petite République*, vint, il me semble, un peu plus tard ; d'ailleurs, il ne resta pas. « Je me sens dans un climat d'Amérique du Sud », qu'il me dit.

Du côté rédaction, les choses devaient s'arranger moins facilement. La demoiselle d'Action Française s'était vite sentie à son aise ; sans gêne, elle entonnait les chants des Camelots du Roi dans les pièces et dans les couloirs de la *Bataille*, à la stupéfaction des habitués et des visiteurs. On imagine le malaise causé. La question vint au conseil d'administration, les deux questions. Lapière, le secrétaire de l'U.D. de Seine-et-Oise, m'avait avisé des bruits qui couraient sur la présence d'un auteur de *Ces messieurs de la C.G.T.* à la rédaction de la *Bataille*. J'en fis part naturellement à Griffuelhes. Il n'eut pas l'air tellement surpris. Les bruits lui étaient probablement déjà venus aux oreilles. Peut-être en savait-il davantage ; Besse le lui avait-il dit dès le début ? Mais alors pourquoi avait-il accepté, pourquoi n'avait-il pas agi sans attendre ? Les deux renvois s'imposaient. Peut-être n'était-ce pas son avis. Ce n'était pas celui de Jouhaux en tout cas. Au moins en ce qui concernait la demoiselle d'Action Française. Au conseil d'administration, Jouhaux nous

déclara : « Au nom de la liberté, je m'oppose à son renvoi. » Qu'est-ce que la liberté a à voir là-dedans ? lui répliquâmes-nous à plusieurs. Cette demoiselle a le droit de chanter les hymnes des Camelots du Roi partout où le cœur lui en dit, mais pas dans les couloirs et dans la salle de rédaction de la *Bataille*. Elle n'est pas à sa place chez nous. Non plus que l'auteur de *Ces messieurs de la C.G.T.* Comment, diable, Jouhaux et Griffuelhes ne le comprenaient-ils pas ? Ils furent évidemment obligés de s'incliner devant l'avis contraire à peu près unanime des camarades. Reste que paraître avoir moins le sens de la liberté que ces deux hommes était pour le moins surprenant.

J'ai été entraîné de telle façon que je n'ai rien dit sur la mise en route de la *Bataille*. Griffuelhes avait pris en main l'administration et la direction. A la rédaction avaient été appelés Harmel, Dunois, Delaisi, Desprès, Léon Bonneff. Schmitz avait quitté le secrétariat de la maçonnerie-pierre pour assurer la page syndicale. Est-il utile de dire qu'aucun militant confédéral ni fédéral n'avait de fonction rétribuée au journal. Ni Merrheim, ni Jouhaux, ni Yvetot, ni aucun de ceux qui appartenaient au conseil d'administration, ne touchaient quoi que ce soit pour leur collaboration. Il avait été entendu que lorsque nous le pourrions nous monterions le soir, à la réunion de 5 heures de la rédaction pour y apporter nos suggestions. Assez vite, peu d'entre nous y assistèrent. Cette réunion de la rédaction ne présentant guère d'intérêt, un certain nombre de corvées me revinrent. Je me souviens d'une, assez curieuse.

Pour éviter d'avoir à la rubrique judiciaire quelque jeune avocat capable de se servir de la *Bataille* pour se pousser dans quelque circonscription électorale, nous avions demandé à une femme, une avocate, de se charger de cette rubrique, une brave femme, Maria Vérone, la féministe bien connue. Malheureusement, les questions ouvrières jusqu'alors ne l'avaient pas préoccupée. Si bien qu'elle fit plusieurs ratages. Griffuelhes lui en fit la remarque. Très simplement, elle convint qu'elle n'était pas préparée à ce travail et qu'elle céderait volontiers la place à quelqu'un plus au courant. Griffuelhes me chargea d'aller voir Ernest Lafont et de lui demander s'il voyait quelqu'un capable de bien tenir cette rubrique. Lafont était alors parmi les socialistes syndicalistes les plus affirmés. On ne pouvait lui proposer cette rubrique. Il était déjà surchargé de besogne. Son cabinet d'avocat, en plus la mairie de Firminy et, si je ne me trompe, déjà son mandat de député de la Loire. Mais il pouvait indiquer quelqu'un. « L'un de mes secrétaires pourrait peut-être faire l'affaire : Laval, qui s'occupe des affaires juridiques du Syndicat des terrassiers. — Va pour Laval. Nous ne le connaissons pas encore. Au moins la plupart d'entre nous, moi compris. Un mois après, il tapait sur le ventre à tout le monde à la *Bataille*. Un an ou deux plus tard, il était député dans la banlieue parisienne. Evidemment ce que nous avions voulu éviter se produisait. Il aurait sans doute suffi d'une bonne organisation du travail au secrétariat de rédaction pour que Maria Vérone fût avisée jour par jour des affaires judiciaires et des questions de droit ouvrier à suivre pour qu'elle pût très vite tenir sérieusement sa rubrique. Mais le travail n'était guère mieux organisé qu'à la *Révolution*.

Des discussions plus graves nous attendaient. La *Bataille* était sortie le 27 avril. Un soir de fin mai ou de juin, Griffuelhes nous annonçait au conseil d'administration : « Nous sommes à bout de souffle ; les fonds de départ sont épuisés ; il ne reste plus qu'à fermer la porte. »

Un fameux coup s'abattait sur notre tête à tous. Pour Griffuelhes, l'expérience devait être regardée comme terminée. Pour le plupart des camarades, il n'en était pas de même. Surtout pour ceux qui

avaient obtenu de leurs syndicats un gros effort financier. D'abord on avait eu tort de partir avant d'avoir rassemblé les 120.000 francs comme il avait été convenu. On était partis avec 40.000, peut-être 50.000. Maintenant, il fallait les faire rentrer. Un grand appel au secours serait entendu. Il n'était pas possible de fermer la *Bataille*.

On imagine les discussions au sein du conseil. C'est alors que Griffuelhes me déclara : « Tu ne pourras plus dire qu'un quotidien syndicaliste est viable en France. »

Griffuelhes ne voulut rien entendre. Il rentra chez lui et ne reparut pas au journal de plusieurs jours. Divers camarades allèrent le relancer chez lui. Des délégations lui furent envoyées. En vain. Il avait pris sa décision et n'en reviendrait pas.

Que pouvait-on faire ? Le conseil d'administration prit acte de sa démission, par lettre signée de Merrheim. Cette lettre, Griffuelhes ne la digéra jamais. Dix ans ou quinze ans plus tard, Garnery m'offrait une arme qu'il disait terrible contre Merrheim. Nous étions alors en lutte avec Merrheim après son ralliement à Jouhaux. L'arme terrible, c'était la lettre signée par Merrheim au nom du conseil d'administration de la *Bataille*. Garnery n'avait pas vécu cette période du mouvement. Il avait déjà quitté le secrétariat fédéral de la Bijouterie pour s'en aller, avec un neveu, s'occuper d'élevage de volaille dans un coin de grande banlieue. Je n'eus pas de peine à lui montrer que cette lettre était un acte du bon Merrheim et non du mauvais. En la circonstance, c'était Griffuelhes qui s'était mal conduit, et gravement. Cette lettre, Griffuelhes ne l'avait pas digérée, puisqu'il l'avait remise, en en déformant le sens, aux Garnery, qui l'avaient recueilli et chez qui il était mort.

Mais comment Griffuelhes avait-il pu pousser la *Bataille* à partir avant le rassemblement des 120.000 francs ? Il avait évidemment son idée. Il avait eu peur, m'a-t-on dit plus tard, d'un contrôle tâillon des syndicats s'ils restaient seuls à fournir les fonds de départ. En outre, il avait espéré trouver ailleurs le complément nécessaire. Mais ne l'avait pas trouvé. En effet, il n'avait pas oublié une petite histoire que pour ma part j'avais complètement oubliée. Un jour, en plaisantant, peu après la fondation de la *Vie Ouvrière*, Louzon m'avait dit : « Quand je disposerai de 100.000 francs, je te les donnerai pour faire un quotidien syndicaliste. » Naturellement, j'avais dû, à l'époque, le raconter à Griffuelhes comme à Merrheim. Cela, Griffuelhes ne l'avait pas oublié. Il ne doutait pas que Louzon lui confierait cette somme avec plus de confiance qu'à personne. En quoi il n'avait probablement pas tort. Mais en cette période de 1911, Louzon ne dut pas pouvoir disposer de cette somme. D'où le désarroi de Griffuelhes. D'où la crise terrible de la *Bataille*, une crise qui dura de 1911 à 1914.

Elle entraîna d'abord la cassure entre Griffuelhes, flanqué de Jouhaux naturellement, et nous, l'équipe de la *Vie Ouvrière*. Cassure qui prit un caractère assez déplaisant, tant au sein de la *Bataille*, que dans le mouvement et à la *Vie Ouvrière* même. Un travail de sape fut mené contre elle. Nous étions coupables d'un crime, celui d'avoir empêché la bêtise d'arrêter la *Bataille* après l'avoir laissé partir trop tôt, sans en avoir bien organisé le travail. D'un autre crime, celui d'avoir fait prévaloir la volonté des militants contre les décisions des chefs.

Je pensai alors, devant le travail de sape mené contre la *Vie Ouvrière*, à raconter de long en large l'histoire de la crise de la *Bataille* et à la mettre sous le nez de nos détracteurs et sous les yeux de l'ensemble des militants. Des camarades m'en dissuadèrent, voyant là quelque chose comme une querelle personnelle.

Je regrette de ne l'avoir pas fait. Et si je ne l'ai pas fait, c'est par crainte d'ajouter aux difficultés

de la *Bataille* et d'aggraver le malaise du mouvement. Je crois aujourd'hui que la vérité est un remède merveilleux pour nos blessures et un stimulant incomparable pour les esprits et les volontés dans notre mouvement. Quand la vérité, bien sûr, n'est utilisée que par des hommes n'ayant d'autre souci que l'intérêt du mouvement. Ce qui était notre cas, à Merrheim et à nous.

Nous aurions dû sortir le débat du conseil d'administration de la *Bataille* et le porter devant une assemblée générale des actionnaires, même devant le public plus large des militants.

Un quotidien syndicaliste était parfaitement viable en 1911, mais il fallait faire confiance aux organisations. Il fallait être capable de donner aux ouvriers parisiens un quotidien bien présenté, bien rédigé, bien administré, digne du syndicalisme, quoi. Un quotidien dont ne puissent pas dire des observateurs impartiaux : « C'est tout ce que les syndicalistes avaient à nous apporter ? ». Pouget, en 1909, avait échoué avec la *Révolution*, parce qu'il était probablement trop fatigué. Griffuelhes, en 1911, avec la *Bataille syndicaliste*, parce que c'était là une tâche qui n'entraînait pas dans ses cordes.

Nous n'en avons pas fini avec la *Bataille*. Une autre histoire nous attendait. Celle-ci allait provoquer non une nouvelle cassure, mais le retrait de l'un des collaborateurs importants de la *Vie Ouvrière*.

Grâce aux appels lancés, la *Bataille* réussissait à se maintenir. Mais elle était forcément fragile. Un jour, une proposition fut soumise à Merrheim par Delaisi au nom d'une personnalité radicale, Ceccaldi, ami de Caillaux. Le déficit mensuel de la *Bataille* pourrait être comblé. Merrheim écarta cette offre sans discussion, sans hésitation et dit à Delaisi qu'une telle solution était impossible. Pourquoi les chefs radicaux avaient-ils risqué une telle démarche ? La disparition de la *Bataille* au moment où l'*Humanité*, l'organe du parti socialiste, faisait un grand lancement à l'occasion de son passage à six pages, assurerait le succès de ce lancement. L'*Humanité* resterait le seul quotidien ouvrier. Le parti socialiste bientôt le plus grand parti de gauche, au détriment du parti radical et de son chef Caillaux, déjà ou bientôt au pouvoir. Merrheim m'avait fait part de cette offre surprenante. Après son refus catégorique, nous pensions l'affaire liquidée. Or, voilà que dans les listes de souscription publiées journalièrement par la *Bataille* apparaissent des versements assez élevés et curieusement libellés. Inquiet, Merrheim se tourne du côté de Delaisi et lui déclare : « Pas de ça, pas de blague, hein ! ». Il portait en délégation pour quelques jours. Mais il me prévient. Il va falloir faire attention. L'argent de Ceccaldi-Caillaux va-t-il rentrer par cette voie ? Une semaine après, à son retour, comme les souscriptions bizarres ont continué, nous convenons, Merrheim et moi, de réunir un soir nos camarades à la *Vie Ouvrière*, même un noyau élargi, pour demander à Delaisi des explications. Une réunion longue et pénible. Nos craintes n'étaient que trop fondées. L'argent radical avait bien commencé à rentrer par cette voie des souscriptions. Delaisi ne voyait pas l'immoralité et le danger d'une telle aide, malgré tout ce que nous pouvions dire. L'immoralité d'accepter l'argent du parti au pouvoir, probablement du gouvernement. L'impossibilité où nous serions vis-à-vis du parti socialiste de l'attaquer quand le besoin s'en présenterait. Nous n'aurions plus la conscience tranquille à son égard. Pour avoir servi d'intermédiaire dans une telle tractation, nous estimions qu'il n'était plus possible pour Delaisi de rester à la rédaction de la *Bataille* ni parmi les collaborateurs de la *Vie Ouvrière*. Ce qui fut décidé ce soir-là, non sans peine ; nous avions l'impression que plusieurs camarades ne partageraient pas notre rigueur et notre chagrin, à

Merrheim et à moi. C'est ainsi que l'étude de Delaisi : « Comment connaître la situation d'un industriel ? » resta en carafe dans la *Vie Ouvrière*.

La *Bataille* avait déjà provoqué la rupture avec Griffuelhes et Jouhaux, avec ceux aussi qui prennent automatiquement parti pour les gens à galons ; elle amenait par surcroît la rupture avec un ami de dix ans, en qui nous avions confiance, une confiance qui n'avait pas été entamée par ce que m'avait dit à son sujet Charles Guieysse.

A la *Bataille* elle-même, la situation se maintenait péniblement. La réorganisation, après le départ de Griffuelhes, avait été laborieuse. Picart avait hésité, puis refusé de prendre en mains l'administration. Il aurait fallu redonner un peu d'élan à la rédaction. Certains croyaient que je pouvais m'en charger. Ce n'était pas mon avis. Je ne voulais pas prêter le flanc à la critique que de bonnes langues ne manqueraient pas de faire courir. Celle que tout ce que nous avions fait pour maintenir la *Bataille* n'avait d'autre motif que notre désir d'en prendre les rênes. Alors que nous avions voulu éviter au mouvement l'amère déception d'un second échec de quotidien syndicaliste. Après plusieurs essais, Marie, alors secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine, fut appelé à prendre l'administration de la *Bataille*, qu'il devait assurer jusqu'au bout, c'est-à-dire pendant la guerre de 14-18, y compris la corvée lamentable d'aller chez Malvy chercher les moyens de vivre.

Pris par les difficultés de la *Bataille*, j'avais été, nous avons été entraînés à négliger la *Vie Ouvrière*, numéros régulièrement en retard, bâclés aussi peut-être. Et là-dessus ou dessous, le travail de sappe poursuivi contre nous, besogne d'autant plus dangereuse que nous nous refusions à répliquer, par souci du mouvement. Les précédentes querelles internes lui avaient déjà fait assez de mal. L'année 1912 commencée avec 1.750 abonnés avait marqué en avril une chute à 1.290 ; mais pour remonter à 1.755 en décembre.

Nous faisons de notre mieux. Au début de l'année, j'avais fait en Champagne une enquête sur les causes de la révolte des vigneronns qui s'était produite. Yvetot avait donné une bonne biographie de Pelloutier, son prédécesseur et son maître à penser à la Fédération des Bourses du Travail. Savoie, une étude sur le travail de nuit dans la boulangerie ; Dumas, sur la semaine anglaise ; Marie, sur le subventionnisme et les syndicats ; Michel Bernard, sur le métayage en Bourbonnais ; Le Guennic, sur le congrès des cheminots ; le docteur Lafontaine, sur les médecins et la C.G.T.

Un collaborateur particulièrement attaché aux problèmes économiques nous avait ralliés, Hoschiller, qui avait donné, sous le pseudonyme de Roudine, deux études : « Le partage mondial du pétrole » et « La Toison d'or de Bagdad ». Lui aussi éprouvait la hantise de l'approche de la guerre.

Au point de vue international, notre réseau de correspondants s'étendait en Angleterre, aux Etats-Unis, en Italie, en Suède. Nous avions publié un large tableau du mouvement ouvrier en Suède par Albert Jensen, un historique des I.W.W. d'Amérique par leurs secrétaires, Vincent Saint-John et Trautmann. Une signature revenait souvent, celle de William Z. Foster. C'était un camarade américain arrivé en France à l'automne 1910. Marck, qui parlait l'anglais, avait pu s'entretenir avec lui et me l'avait présenté au cours du congrès de Toulouse. Il avait un mot pour moi d'un camarade anarchiste américain ; passé rue Dauphine, il avait trouvé porte close ; il ne parlait pas un mot de français, mais se faisait fort de le parler dans trois mois. En effet, il le parla à la date dite. Il venait faire un tour de France, même un tour d'Europe. Il devait rester ici un bonne année. Membre des I.W.W., il regardait avec curiosité le

syndicalisme français. Naturellement, nous l'avions reçu en ami, mais sans lui cacher qu'à notre avis c'était dans les grandes organisations qu'il fallait rester et lutter. Nous n'avions pas l'impression de l'avoir entamé. Il était coriace. Et puis, disait-il, la situation aux Etats-Unis était toute particulière. De France il gagna l'Allemagne, où je l'adressai à Fritz Kater, le secrétaire des Localistes de Berlin. Kater le prit d'ailleurs comme pensionnaire. Autant Foster s'était senti à l'aise ici, autant il se trouva glacé en Allemagne, même dans la chaleur d'une bonne famille comme celle de Kater. D'Allemagne il se rendit à une conférence internationale des syndicats à Vienne ou Buda-Pest. Là, ses ressources entamées, il passait ses nuits sur un banc de parc public. La police le cueillit une nuit. Il invoqua la connaissance de délégués français à la conférence, Dumoulin et Jouhaux. Cette histoire ne fut pas sans provoquer quelques petits remous. En tout cas, notre Foster décida de rentrer en Amérique. Qu'est-ce qu'il devait nous apprendre de là-bas ? Son entrée à l'A.F.L. Il devait s'attacher peu après à des travaux peu communs d'organisation. D'abord aux abattoirs de Chicago. Vingt petites organisations de langues diverses se partageaient les syndicats des abattoirs. Il lança l'idée de leur rassemblement et de la présentation d'un contrat d'ensemble. Il ne réussit pas du premier coup, mais il donna l'élan à un mouvement qui devait se développer. Un effort de ce genre frappa Gompers. Il voulut en connaître l'initiateur. De la rencontre, il sortit cette idée : et si vous essayiez pareille tentative parmi les ouvriers du Trust de l'acier ? Foster s'y attacha. Après une période de propagande, une grève de l'acier fut lancée. Ce ne fut pas une victoire, mais cela marqua une étape sérieuse vers l'organisation. De là, Foster s'engagea dans la formation d'une Ligue d'éducation syndicaliste au sein de l'American Federation. Après 1917, il devait réagir comme nous ; il fut de ces syndicalistes qui, par le monde, furent attirés par la Révolution russe et par l'Internationale communiste. A son dernier passage à Paris, dans le courant de 1924, nous dinâmes ensemble dans un bistro de la rue Montmartre. Nous autres, nous étions encore à la « Vie sociale » de l'*Humanité*. Plus pour longtemps. La crise d'après la mort de Lénine battait son plein dans le parti et dans l'Internationale. Il nous demanda de lui expliquer notre situation dans le parti. Quand j'eus fini cet exposé, un large sourire éclairait sa figure. « C'est à peu près la même situation pour moi aux Etats-Unis », nous dit-il. Il était en route pour Moscou. A son retour en Amérique, il prenait la présidence du parti communiste de là-bas. Nous, ici, par contre, nous étions exclus du parti. Foster n'a pas su se dégager du stalinisme. S'il est quelqu'un, pourtant, qui était mal taillé pour vivre dans une telle atmosphère, c'est bien lui. Il est aujourd'hui vieux et malade. Je ne puis penser au Foster de 1910 et de 1924 qu'avec amitié. Il pouvait mieux finir. Il se devait de mieux finir.

Difficile de se représenter les difficultés financières de la *Vie Ouvrière*, au cours de ces fichues années de 1911 et 1912. A l'administration Lantz, puis le jeune Barrier, puis Voirin. Ce travail est absorbant. Trop souvent on est pris par la nécessité quotidienne. Faire preuve d'initiative paraît impossible. Je n'ai guère vu, mais un peu plus tard, dans la période de la *Vie Ouvrière* hebdomadaire, après 1919, que César Hattenberger, notre grand César, dominer sa besogne et montrer des qualités fécondes d'initiative.

Un jour, Nicolet entrant bavarder, comme cela lui arrivait assez souvent en montant à la Grange-aux-Belles, me dit : « Où en est donc ton Lantz ? ». Il l'avait entendu tenir des propos royalistes ébouriffants, au restaurant à l'angle de la rue Grange-

aux-Belles, où déjeunaient les militants du coin. Je savais que Lantz avait un copain royaliste. Un petit gars du groupe Murmain qui avait été un temps secrétaire de la Bourse du Travail d'Ivry ; je l'avais connu au comité confédéral. Tombant du haut mal, il ne pouvait exercer régulièrement un métier ; il avait été amené à accepter un emploi au canard de Baconnier, un royaliste d'une autre tendance que l'Action Française. Mais je croyais Lantz perméable à une telle conception. Comment peut-on accorder la lutte de classes et l'émancipation ouvrière avec le royalisme ? Mais j'avais fait erreur.

A ce moment un effort d'enveloppement du syndicalisme était tenté par l'Action Française et particulièrement par Georges Valois. Effort voué forcément à l'insuccès. L'enquête de Valois sur la monarchie et la classe ouvrière n'avait trouvé aucun écho parmi nous. Lors de sa publication, en volume, la *Vie Ouvrière* du 20 octobre 1909 en avait rendu compte. Amoré avait procédé à la démolition brutale du pauvre échafaudage de Valois. Notre position était bien nette. Malgré cela, il s'est trouvé des journalistes, probablement stylés par nos bons stalmiens, pour prétendre qu'au sommaire de notre numéro 2 figurait un article de Valois sur la monarchie et la classe ouvrière. En réalité, dans ce numéro, dans la rubrique des « Livres », il y avait le compte rendu du bouquin de Valois, c'est-à-dire son éreintement par Amoré.

Moins que personne, je ne pouvais marcher. J'avais connu Valois, vers 1903, au premier syndicat des employés de librairie. Je travaillais alors à l'administration de *Pages Livres*. Après un essai pour amener les employés de librairie au syndicat des employés de la Bourse du Travail, le Syndicat Beausoleil, essai infructueux, nous avions tenté à quelques-uns la formation d'un syndicat de la corporation. Valois, de son nom Gressent, travaillait alors chez Colin. Il avait rallié le syndicat avec plusieurs gars de sa boîte. Le syndicat avait fait un bon départ. Tout de suite, une fraction dynamique du personnel, les coureurs, qui ravitaillaient les librairies, avait appliqué. Peu à peu, on prenait pied dans les vieilles boîtes endormies. Il faut dire que les conditions de travail étaient dures et les salaires fort bas. Une petite histoire de l'époque. Un jour, chez Masson, l'éditeur de médecine, des employés sont accusés de sortir des bouquins d'assez gros prix et de les vendre sur les quais. Le commissaire du quartier poursuit ces employés naturellement. Mais à la fin de son enquête, ayant connu les appointements payés à ces employés d'un certain âge, occupant des fonctions de confiance, et recevant des appointements de 120 et de 150 francs, il fit cette remarque au père Masson : « Vous payez de tels salaires et vous vous étonnez d'être volé ? » Le syndicat avait du pain sur la planche. Il était bien parti. Voilà que la maison Hachette menace de renvoi plusieurs de ses employés qui avaient adhéré au syndicat. Que pouvions-nous faire au conseil syndical ? Il fallait répondre à un pareil coup sous peine de voir périr le syndicat. On retourne le problème sur toutes les faces. Impossible d'envisager une grève chez Hachette. Alors quoi ? Une idée me vient : si nous menacions la maison Hachette du boycott de ses éditions classiques au cas où elle maintiendrait la décision de renvoi de ses employés syndiqués ? Demandons aux amicales d'instituteurs ce geste de solidarité. Elles ne nous le refuseront pas. Mon idée rallie l'approbation du conseil syndical. Notre petit bulletin syndical était sous presse. Il n'y avait qu'à ajouter le petit placard nécessaire. « Fais-le tout de suite », me dit le secrétaire du syndicat. Je lui réponds qu'il peut aussi bien le rédiger lui-même. D'autant plus que j'avais autre chose à faire. Qu'est-ce que nous avons décidé ! Nous venions tout simplement de signer la mort du syndicat. Gressent-Valois, absent à cette

réunion du conseil, ignorant comment nous avions été amenés à prendre cette décision, se mit en tête une histoire abracadabrante. Le syndicat était une entreprise maçonnique au service de la librairie Rieder pour combattre et abattre les vieilles maisons d'éditions classiques. Hachette aujourd'hui, demain Colin, Delagrave... Bien sûr, les employés de chez Rieder étaient au syndicat ; l'un d'eux, Bontron, en était le secrétaire, mais jamais pareille pensée n'aurait pu leur venir à l'esprit. On ne revit plus Valois au syndicat, ni les autres syndiqués de chez Colin, ni ceux des autres grandes boîtes. Que s'était-il passé ? Nous ne devons le savoir et connaître les causes de l'affaiblissement du syndicat qu'en lisant, quelques années plus tard, une grande étude de Valois sur le syndicat maçonnique des employés de librairie. J'avais des raisons, on le voit, d'être vacciné contre Valois et son esprit chimérique. Sans parler des arguments théoriques qui rendent impossible à un syndicaliste d'aller au royalisme.

Voilà que je me suis encore éloigné... Qu'allions-nous faire avec Lantz ? On se mit vite d'accord au noyau. La présence d'un royaliste au poste délicat d'administrateur de la *Vie Ouvrière* ne pouvait être supportée. Justement, on était dans une période particulièrement difficile. Je devais me recharger du travail d'administration. Je le fis durant quelque temps, quelques semaines, peut-être quelques mois. Mais un jour, Léon Clément nous dit qu'il avait un petit gars qui pouvait faire l'affaire. C'est ainsi qu'entra le jeune Barrier. Il resta jusqu'au moment de partir au régiment. Même déchargé du souci des abonnés, j'en gardais sur les épaules d'autres et de plus gros. Leduc, l'administrateur de l'Union typographique de Villeneuve-Saint-Georges, me talonnait. Il m'avait entraîné dans une opération de « cavalerie », traites renouvelées, qui arrive vite à grossir une petite dette. Pour sortir de cette situation, il n'y avait que deux moyens : une rentrée d'argent, impossible à espérer, en raison des difficultés impérieuses de la *Bataille* ; une grimpée rapide aux 3.000 abonnés, non moins difficile à espérer, l'atmosphère générale étant de plus en plus mauvaise. Descente vers le nationalisme et la guerre. Malaise aggravé dans le mouvement par l'antifonctionnarisme syndical et par le macadam rongé certaines couches de jeunes militants du Bâtiment et des Métaux. Sans parler de l'hostilité sourde de Griffuelhes et Jouhaux et de leurs amis. Un jour, Leduc — j'oublie peut-être de dire qu'il avait pris une part plus active à la propagande socialiste en attendant de devenir maire de Villeneuve et député de Seine-et-Oise et que notre socialisme antiparlementaire lui rebroussait le poil — me fit part d'une proposition du père Rivière, l'éditeur de la rue Jacob. L'Union typographique travaillait pas mal pour les éditions Rivière. Rivière s'offrait à reprendre la *Vie Ouvrière*, comme il avait pris autrefois le *Mouvement socialiste*, se chargeant de sa dette à l'imprimerie, lourde pour nous, légère pour lui. Je resterais à m'occuper de la rédaction, avec des appointements supérieurs à ceux que j'avais jamais touchés, 350 francs par mois, au lieu des 200, puis 250 pris bribes par bribes à chaque réclamation de la ménagère. L'offre était honnête. Le père Rivière n'aurait pas pesé sur sa rédaction et son esprit. Il était frappé par la vitalité de la *Vie Ouvrière* se maintenant au-dessus de 1.750 abonnés malgré ses difficultés de tout ordre. Pour moi, c'était évidemment la libération de mes gros soucis. Pourtant, pas la moindre hésitation. La *Vie Ouvrière* chez un éditeur, ce ne serait plus la *Vie Ouvrière* que j'avais rêvée, que nous avions rêvée. Je déclinai la proposition. Leduc me dit qu'il faudrait alors envisager un autre imprimeur. C'est lui-même qui nous indiqua une coopérative de typos d'Auxerre où nous restâmes quelques mois avant de revenir à Paris. Griffuelhes et Jouhaux, qui sentaient nos diffi-

cultés, poursuivaient une lutte souterraine pour caser les bras à nos meilleurs diffuseurs. Les résultats obtenus étaient parfois très différents de ceux qu'ils escomptaient. C'est ainsi que je fus prévenu de divers côtés, notamment par mon vieux camarade Delzant, le secrétaire des Verriers, et par Nicolet, du Bâtiment, du boycott dont on osait menacer la *Vie Ouvrière*. C'est alors que le « noyau » prit forme et figura sur la couverture de la revue. Ce fut notre riposte aux machinations. Le « noyau » comptait comme militants d'organisations : Merrheim (Métaux), Picart (Bâtiment), Delzant (Verriers), Dumas (Habillement), Dumoulin (Mineurs), Voirin (Cuirs et Peaux), Lapière (U.D. de Seine-et-Oise) ; comme militants : James Guillaume, Henri Amoré, Léon Clément, Rosmer, Roudine. Pas de polémique, pas même une réponse, qu'il aurait peut-être fallu faire. Le mouvement avait déjà assez de soucis, inutile de lui en apporter d'autres.

Je me suis laissé dire par des personnes qui ont vu les papiers laissés par Jouhaux qu'il avait été étonné de ne pas figurer dans le noyau de la *Vie Ouvrière*. Il avait la mémoire bien courte. Il aurait dû s'étonner plus légitimement que nous n'ayons pas établi au grand jour ses pauvres procédés.

Nous allions notre chemin, notre pénible chemin. Les soucis, on le voit, ne nous manquaient pas. Les projets non plus. La revue étouffant dans ses 64 pages, nous avions porté à 80 pages chaque numéro. Tout en illustrant la rubrique de quinzaine sociale. Nous n'étions pas pris uniquement par la revue. Il nous fallait donner notre effort à la *Bataille*. C'est en relisant la collection de la *Vie Ouvrière* que j'ai retrouvé souvenir qu'en février 1912 j'avais dû aller à Lyon suivre pendant quatre jours pour la *Bataille* le congrès socialiste où devaient être discutés les fameux discours prononcés à la Chambre, le 2 décembre 1911, par Ghesquière et Compère-Morel, véritables réquisitoires contre le syndicalisme révolutionnaire et contre la C.G.T. C'est à ce congrès que Jaurès devait dire aux guesdistes : « Vous dégoûtez de l'action révolutionnaire et vous découragez de l'action réformiste. » Mais je ne devais pas tarder à ne plus partager mon temps entre la *Bataille* et la *Vie Ouvrière* et à reporter tout mon effort sur celle-ci. Vers la fin 1912, je démissionnais même du conseil d'administration de la *Bataille*, las des querelles qui s'y poursuivaient. Certes, le quotidien, grâce aux appels périodiques, réussissait à se maintenir. Mais pas sans petits dégâts dans notre équipe initiale. Dunois avait assuré la rubrique de la Chambre pour la *Bataille*. Là il fut frappé et attiré par Jaurès. Ce qui l'amena à entrer au parti socialiste et à l'*Humanité*. La crise de la *Bataille* ne fut pas non plus sans effet sur sa pensée. Il avait une grande admiration pour Griffuelhes. Peut-être ne comprit-il pas les causes exactes de la crise de la *Bataille*. Déçu par l'anarchisme après le congrès d'Amsterdam de 1907, déçu par le syndicalisme après la crise de la *Bataille* et la glissade du mouvement, ébloui par l'éloquence de Jaurès, il n'y avait pas lieu de s'étonner de le voir passer au parti socialiste. Qui devait le remplacer à la rubrique de la Chambre à la *Bataille* ? Il me semble que tout de suite ce fut Rosmer. Avait-il déjà quitté son emploi à la mairie du XIV^e pour se plonger dans le mouvement ou fit-il le plongeon à ce moment ? Lui aussi, mais sans aller aussi loin que Dunois, devait regarder Jaurès avec des yeux plus sympathiques que nous. Que moi, en tout cas. Certes, le Jaurès défenseur de Millerand ministre était loin ; dans les querelles avec les guesdistes, au moment d'Amiens et après, Jaurès avait regardé la C.G.T. comme une force dont il fallait tenir compte et qu'il ne fallait pas violenter. Dans la lutte contre la guerre, il avait marché avec le père Vaillant en faveur de la grève générale en

cas de guerre. Mais, puis-je le dire, c'est sa mort pour la paix qui devait m'amener, ainsi que beaucoup de syndicalistes, à le regarder enfin avec d'autres yeux. Sans m'illusionner toutefois sur la position qu'il aurait probablement prise au moment de la guerre. On l'aurait sans doute vu entrer dans quelque cabinet de guerre et y jouer un rôle à la Gambetta.

La fin 1912 fut marquée par le congrès de Chambéry des instituteurs, qui amena le gouvernement à prononcer la dissolution des syndicats d'instituteurs, et par le congrès confédéral du Havre.

Au congrès de Chambéry, une résolution en faveur du Sou du Soldat fut votée presque sans débat, dix minutes de discussion sur deux jours de congrès, ainsi que le notait Salabelle dans son compte rendu de la *Vie Ouvrière*. Le gouvernement sauta sur cette résolution pour prononcer la dissolution des syndicats d'instituteurs. Sous prétexte d'antimilitarisme et d'antipatriotisme. En réalité, parce que les instituteurs se rapprochaient de la classe ouvrière. Gros émois dans les milieux d'instituteurs. Le gouvernement exigeait pour le 11 septembre la dissolution de tous les syndicats. En cas de résistance, les procureurs de la République entraient en action. Devant le coup de force, les instituteurs marquèrent un certain désarroi. Au congrès même, suivant la coutume, le syndicat du Rhône avait passé la main à un autre syndicat, celui du Morbihan, pour gérer la Fédération. Quelques syndicats prononcèrent leur dissolution. Surpris par la bourrasque, le nouveau bureau fédéral, Cren le secrétaire en tête, se démoralisa. Il fallait vite faire front. Une voix tranquille s'éleva de Saône-et-Loire, celle de Marie Guillot. Surtout, le syndicat de la Seine s'offrit à assurer la relève du Morbihan. Chalopin, son secrétaire, avait du tempérament à défaut d'expérience. Il trouva tout de suite autour de lui, un milieu pour l'encourager et le soutenir. Nous ne fûmes pas des derniers, bien que nous ne le connaissions pas personnellement. Mais puisqu'il se dressait dans un moment difficile, nous ne pouvions que nous porter à ses côtés. C'est ainsi qu'il permit aux camarades de se ressaisir. L'orage passa, ma foi, assez vite.

Cela me ramène à l'esprit une remarque que me fit Lapière — celui des Instituteurs — quelques années plus tard, au cours d'un petit dîner qui nous réunissait à l'occasion de la venue à Paris de Baldacci ; il m'annonçait que Foulon — le Foulon d'avant Laval — venait de terminer une biographie de Varlin. Naturellement, j'en étais heureusement surpris. Mais Lapière d'ajouter : « Tu n'as jamais voulu de nous, Foulon et moi, à la *Vie Ouvrière*. » Je me récriai : « Qu'est-ce qui te permet de dire ça ? M'avez-vous jamais proposé quelque chose que j'aie refusé ? » Evidemment, de mon côté, je ne leur avais rien demandé. Mais le reproche de Lapière n'était pas fondé. Si peu fondé que, par contre, nous aurions pu trouver que les instituteurs syndiqués de la Seine avaient peu aidé la *Vie Ouvrière*. Un jour où je parlais à Maurice Dubois de leur petit nombre d'abonnés, il regarda le fichier et dit : « Tu as tous les abonnés que tu peux espérer chez nous. » Devant mon incrédulité, il me promit une liste d'une vingtaine de possibles. Résultat : un ou deux abonnés. C'était maigre. Et quelques lettres de refus, dont une de cette brave Hélène Brion qui déclarait ne pouvoir s'abonner à une revue où l'on ne trouvait pas une signature de femme ni un mot sur le féminisme. C'est un reproche que la *Vie Ouvrière* ne mérite pas que d'avoir écarté des camarades et leur concours, surtout dans les moments critiques. Elle aurait eu plutôt le droit de s'étonner de n'avoir pas été aidée comme elle le méritait. Particulièrement dans les moments critiques, pour elle comme pour le mouvement.

Peu après Chambéry, la C.G.T. tint au Havre son

congrès. Un congrès sans grand relief. Déjà à propos de celui de Toulouse, j'avais constaté que les questions à l'ordre du jour étaient mal posées. Chacune aurait dû faire l'objet d'un rapport sérieux publié avant et préparant une discussion utile. Particulièrement les revendications à mettre en route. En 1912, c'était la semaine anglaise. Nous avons fait de notre mieux. Grande étude de Pierre Dumas, pour qui une telle revendication correspondait aux besoins des ouvriers de l'Habillement. Enquête auprès de militants de maintes industries. Au congrès, rien de saillant ni de décisif. Il n'y avait pas eu besoin à Bourges, dira-t-on, d'une telle préparation pour le mouvement en faveur des huit heures. Mais un jeune d'alors, Dubéros, avait animé la commission du congrès. Et ce jeune avait dans l'esprit les martyrs de Chicago et le mouvement américain de 1886 pour les huit heures, que Pouget ne manquait pas de rappeler chaque 1^{er} mai dans la *Voix du Peuple*.

Le congrès du Havre montrait déjà comment les congrès ouvriers dégénèrent. On se réunit pour discuter nos problèmes. Pour dégager les revendications qui s'imposent. Le Parlement politique ne remplit plus son rôle. Le Parlement ouvrier néglige souvent le sien. Depuis pas mal de temps déjà. Le député oublie les électeurs qui l'ont désigné. Le militant délégué au congrès oublie les ouvriers qui l'ont envoyé. Il ne les consulte pas toujours avant. Il ne leur rend pas compte après. Tout se passe en haut sans grand souci de ceux d'en bas. Il est vrai qu'en bas on pourrait grogner et qu'on ne le fait pas. Du moins encore.

Mes propos, au retour du congrès du Havre, tombèrent dans le vide. Pas complètement, si j'en juge par une lettre retrouvée entre les pages d'un numéro de cette époque. Séné, alors secrétaire de rédaction

de la *Bataille*, m'écrivait le 17 octobre 1912 : « Mon vieux Monatte, je viens de lire tes réflexions sur le congrès confédéral. Elles expriment tellement bien ce que j'en pensais moi-même qu'il m'apparaît clair comme le jour que ce doit être là l'opinion d'un grand nombre. Dans la *Vie Ouvrière*, tu n'as touché que la crème des militants. Tu devrais bien développer ta thèse dans la *Bataille syndicaliste*. Il urge de réagir contre l'enlèvement du syndicalisme... »

Ai-je répondu à la demande de Séné et repris ma collaboration à la *Bataille* ? Je ne me le rappelle pas. Je ne le crois pas. Mais je trouvais que je m'étais trop dispersé, que j'avais trop négligé la *Vie Ouvrière*. Les années 1911 et 1912 avaient été dures pour elle.

L'année 1913 allait commencer avec 1.825 abonnés. Ce n'était pas mal. Mais pour faire face à nos dépenses, il aurait fallu grimper vers les 3.000 Rude tâche. Dans une période ingrate.

Pierre MONATTE.

(La fin au prochain numéro.)

ERRATA

Dans la première partie de « la Fondation de la Vie Ouvrière », parue le mois dernier, Monatte nous signale quelques corrections à faire :

Page 16-212, 1^{ère} colonne, 68^e ligne, lisez : « Mais assez de **récrire** l'histoire », au lieu de « décrire l'histoire ».

Page 16-212, 1^{re} colonne, 60^e ligne, lire : « Berth et Sorel... qui s'en allaient **coqueter** avec l'Eglise et l'Action Française », au lieu de « caqueter »...

Page 19-215, 1^{re} colonne, 45^e ligne, lire : « ...Comme nous l'aurions dû en **réunissant** ses principales études », au lieu de « en reproduisant ».

Même page, 2^e colonne, 74^e ligne, lire : « ...par **Platel** » au lieu de « Pratel ».

Une conversation édifiante et ses suites non moins édifiantes

Voici un échange de propos entre Khrouchtchev et Reuther, président de l'Union des ouvriers de l'automobile, vice-président de l'A.F.L.-C.I.O. (extrait du compte rendu sténographique de la conversation du 21 septembre 1959 entre M. Khrouchtchev et plusieurs dirigeants de syndicats américains) :

Reuther. — J'ai travaillé avec la résistance anti-hitlérienne en Allemagne avant d'aller en Russie. Ce qui me trouble dans votre système social, ce n'est pas les progrès économiques que vous faites pour les ouvriers et les paysans ; vous faites des progrès techniques considérables, et je connais vos raisonnements sur les ouvriers qui ne doivent pas faire grève contre eux-mêmes. Mais le Président a lui-même montré dans sa démonstration des crimes de Staline, le pouvoir et le culte de l'individu. Comment l'ouvrier pouvait-il à cette époque, obtenir gain de cause s'il ne pouvait ni faire grève, ni protester publiquement ?

Khrouchtchev. — Il avait son syndicat.

Reuther. — Le syndicat est une extension du gouvernement soviétique. Est-ce qu'un syndicat a jamais été en désaccord avec le gouvernement ? Pouvez-vous nous donner un seul exemple dans lequel un de vos syndicats ait été en désaccord avec la politique gouvernementale ?

Khrouchtchev. — Pourquoi mettre votre nez dans nos affaires ?

Reuther. — La liberté est l'affaire de chacun. Vous-même parlez toujours de votre intérêt pour les travailleurs de l'Asie. Il y a une chose qui s'appelle la solidarité internationale du travail. Quand j'étais en Russie, j'étais membre d'un syndicat...

(Echanges rapides entre le Président et les syndi-

calistes, trop rapides pour être enregistrés.)

Reuther. — Chaque fois que nous lui posons une question difficile, le Président se met en colère.

Du **Troud**, organe des « syndicats » de l'U.R.S.S. (29 octobre 1959) :

« **Qui est Reuther ? Un phraseur sachant utiliser la démagogie à des fins personnelles, un homme aimant l'argent, avide et cupide, un homme pouvant sans hésiter refuser d'aider un ami ou blesser profondément une femme.** »

Et la citoyenne N..., « honteusement abandonnée », déclare :

Reuther était un gredin, un égoïste, un homme prêt à faire n'importe quoi pourvu que cela servit ses desseins. »

Le deuxième volume de Rosmer

Nous sommes dans l'obligation d'annoncer un léger retard dans la sortie du deuxième volume d'Alfred Rosmer : « Le Mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale 1914-1918 ».

C'est une question de papier de couverture qui n'a pas permis la sortie du bouquin pour le 31 octobre, comme nous l'avions annoncé.

On nous a promis que ce serait au plus tard le 30 novembre.

Il y a longtemps que l'ouvrage est composé et corrigé.

Donc, un peu de patience ! L'envoi sera fait aussitôt que le colis de l'imprimeur nous parviendra.

Donc, à bientôt !

Mais que les retardataires n'oublient pas d'envoyer leur souscription.

RAPPELS ET CONFIRMATIONS

LA VOIX DU TRAVAILLEUR ALGERIEN

Je sors de la lecture de « La Voix du Travailleur algérien » (numéro d'octobre 1959), organe de l'Union des syndicats des travailleurs algériens. J'en sors avec la confirmation de notre parenté évidente avec nos camarades « messalistes ». L'accusation formulée contre le proscrit Messali Hadj — « R.P. » d'octobre 1959 — me paraît presque exorbitante, lorsque je prends conscience de l'esprit prolétarien et syndicaliste de tous les articles de « La Voix du Travailleur algérien ». Ce que nos camarades retiennent de la fameuse déclaration du 16 septembre, c'est le droit à l'autodétermination, et la nécessité préalable de rétablir la paix, par « la discussion autour d'une Table ronde entre représentants français et représentants qualifiés du peuple algérien. » C'est exactement la formule employée par la C.I.S.L. dans un message publié, à la veille du referendum de l'année dernière.

Tous les autres articles — à l'exception des protestations contre le terrorisme du F.L.N. — sont orientés contre le système colonialiste et la répression anti-ouvrière du gouvernement français (aussi du gouvernement belge).

Je note en particulier une lettre d'Algérie sur la situation du syndicalisme en Algérie, qui sert à citer entièrement. Il y est question de l'arrestation de Ramdani Mohamed, secrétaire général de l'U.S.T.A., des centaines de militants syndicalistes qui languissent depuis des années dans des camps ou des prisons. « Les musulmans, ajoutent les auteurs de la lettre, n'ont pas de syndicats de leur choix. Seuls les syndicats de F.O., de la C.F.T.C. et les syndicats dits indépendants, qui n'avaient pas ou peu d'adhérents musulmans, sont autorisés à vivre. »

« Ces syndicats jusqu'ici gardent un silence significatif sur les problèmes revendicatifs et sociaux des masses laborieuses, musulmanes, algériennes. » On les accuse aussi de ne rien dire sur la répression qui frappe les syndicats musulmans. Rien sur les avantages sociaux dont ne jouissent que les travailleurs européens. Rien sur le scandale des allocations familiales des ouvriers travaillant en France. Rien pour réclamer des allocations de chômage aux chômeurs musulmans.

Les syndicats européens ne bénéficient que de l'adhésion de quelques musulmans, motivée par l'intérêt personnel ou l'opportunisme.

Dans le message de la C.I.S.L., dont il est question ci-dessus, on réclame bien la fin de la répression, la libération de tous les emprisonnés, la liberté syndicale accordée sans restrictions à tous les travailleurs algériens.

Ce qui nous attire encore, dans les thèses de l'U.S.T.A., c'est sa réaction contre le stalinisme, contre le mythe de la priorité absolue de l'industrie lourde.

Sans doute « des succès remarquables ont été remportés dans ce domaine, qui flattent l'orgueil soviétique et permettent à l'U.R.S.S. de posséder une force militaire considérable ». Mais compte tenu de l'expérience soviétique et des expériences en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, on peut conclure « qu'il ne suffit pas de fabriquer de la fonte ou de l'acier ni pour être libre, ni pour manger à sa faim ».

Voilà qui est fort bien dit et qui peut être transposé dans l'examen des projets d'industrialisation algérienne. D'abord « nourrir ceux qui ont faim, vêtir ceux qui sont nus ».

ORGANISATION MILITAIRE ET SOCIÉTÉ CIVILE

L'exception, c'est la protestation contre l'abominable terrorisme du F.L.N. Nous nous sommes asso-

ciés, sans aucune réserve, à cette condamnation du règlement dans le sang des luttes entre organisations ouvrières. La polémique cependant ne suffit pas. Il faut tenter une explication.

Là encore, l'expérience nous instruit. C'est Louzon lui-même qui, au lendemain des premiers conflits entre les héritiers de Lénine, posait dans la « R.P. » la question des deux formes d'organisation d'une classe ouvrière révolutionnaire qui doit résoudre le conflit permanent entre sa phalange militaire (le Parti) et sa société civile (le syndicat).

En Algérie, l'affaire se complique, par l'intervention du nationalisme algérien qui tout naturellement soumet une « cohue » de révoltés à un état-major tout puissant. L'Union Générale des Travailleurs Algériens n'est-elle que le prolongement ouvrier du F.L.N., ou un groupement ouvrier spontané qui s'est soumis à la discipline implacable du F.L.N., comme l'U.G.T.T. de Ferhat Hached s'associait au Néo-Destour de Bourguiba ?

Nous ne sommes pas suffisamment informés pour en juger.

Mais les expériences tunisienne et marocaine prouvent que si l'on subordonne l'organisation syndicale à la phalange militaire, on aboutit après la réalisation de l'indépendance politique à soumettre la classe ouvrière à un étatisme paralysant.

Nous avons donc un double motif pour affirmer notre pleine solidarité avec l'U.S.T.A., sans que cela implique, bien entendu, notre approbation préalable des thèses politiques de Messali Hadj.

DE GAULLE PLUS HEUREUX QUE MOLLET

Nous écrivions dans la « R.P. » de juin 1956, au lendemain du voyage à Moscou de Guy Mollet et Pineau, alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangères :

« Mollet et Pineau voulaient obtenir sur l'Algérie une phrase aussi dynamique que celle recueillie par Laval en 1935 de la bouche de Staline qui déclarait « comprendre et approuver la politique française de défense nationale ». Une phrase qu'on aurait envoyée dans les dents des cocos de France.

« C'est raté. C'est que les gens de Moscou ne donnent rien pour rien. Si les Français avaient consenti en échange à avaliser quelques formules propres à troubler les vacances d'Adenauer, Boulganine et Khrouchtchev auraient sans doute sacrifié les rebelles algériens dont ils se défient... »

Trois ans après, de Gaulle obtient de Khrouchtchev ce que celui-ci avait refusé aux ministres socialistes. La presse du 2 novembre 1959 nous apprend que le Premier Soviétique a accordé son auguste patronage au plan de paix que le Président français présentait le 16 septembre. Implicitement, il approuve aussi la politique de pacification. Il le dira explicitement, n'en doutez pas, lorsque l'on aura à Paris appuyé encore davantage sur le caractère définitif de la frontière germano-polonaise, lorsqu'on aura pris position contre toute revendication allemande, lorsqu'on aura réveillé sous Adenauer et contre Adenauer le vieil esprit revancharde pangermaniste, lorsqu'à la germanophobie hystérique des petits bourgeois français répondra une hystérie néo-hitlérienne dressée contre les diktats de l'Occident.

Car Khrouchtchev ne doit pas se faire beaucoup d'illusions sur la puissance française. Mais il compte sur Sa Grandeur pour chatouiller désagréablement les Américains et les Anglais, pour remettre l'Allemagne à sa place.

Il n'est pas assuré que l'on réponde favorablement à ses désirs. Mais il est certain que toute sa politique européenne est axée sur la rupture entre Bonn et Paris.

Roger HAGNAUER.

Notes d'Economie et de Politique

PRECISIONS

J'avais signalé le mois dernier ce fait qui me paraît être d'une extrême importance et la principale explication du comportement actuel de Khrouchtchev, à savoir que c'est vers les années 61, 62, que la supériorité militaire des Russes sera la plus accusée en raison du grand nombre de fusées intercontinentales qu'ils posséderont alors.

Or, justement, au moment même où le numéro de la « R.P. » paraissait, Joseph Alsop apportait dans le « New-York Herald Tribune » des précisions concernant le nombre de fusées intercontinentales que la Russie et les Etats-Unis posséderont respectivement dans les années 60, 61, 62, 63.

Les chiffres ainsi donnés sont tirés, en ce qui concerne les fusées américaines, du programme de fabrication présenté au Parlement américain par le ministère de la Défense (1); en ce qui concerne les fusées russes, ce sont, au dire d'Alsop, les « estimations officielles » faites par les services américains d'après les rapports qu'ils reçoivent de Russie.

Voici ces chiffres :

- En 1960, la Russie aura 100 fusées intercontinentales et l'Amérique 30;
- En 1961, elle en aura 500, l'Amérique 70;
- En 1962, elle en aura 1.000, l'Amérique 130;
- En 1963, elle en aura 1.500, l'Amérique 130.

Etant donné que le nombre de fusées dont on dispose au début même de la guerre est d'une importance capitale du fait qu'il s'agit d'en lancer dès le premier jour une quantité suffisante pour détruire toutes les bases de l'adversaire afin que celui-ci soit hors d'état de riposter, on comprend facilement que le Kremlin préfère attendre 1962, ou, mieux encore, 1963, pour jouer la partie décisive.

Et qu'en attendant, M. Khrouchtchev déploie toutes ses grâces, qui ne sont pas minces, et toute son astuce, qui est considérable, pour détruire tous les ressorts moraux de l'Occident, afin que l'effroi que le « monde libre » ressentira en face de la disproportion des forces, ne risque point d'être contrebalancé par quelque autre sentiment.

On ne pourra vraiment croire à la volonté de « coexistence pacifique » du Kremlin que le jour où cette période critique aura été passée sans dommage et que le stock des fusées américaines aura rattrapé celui des fusées russes.

SITUATION INCHANGÉE

Voici pas loin de deux mois que de Gaulle a fait sa déclaration sur l'Algérie, et, malgré les espoirs que celle-ci avait soulevés ici et là,

(1) A vrai dire, le Congrès a voté des crédits pour la construction de plus de fusées que celles prévues au programme, mais Alsop estime que, pour des raisons politiques, ces fusées supplémentaires ne seront probablement pas construites. En tout cas, leur nombre est trop petit (60 de plus en 62, et 60 de plus en 63) pour que l'écart avec la Russie s'en trouve sensiblement diminué.

rien n'est changé, tout demeure en l'état. La reconnaissance du « droit à l'autodétermination » ne connaît pas plus de lendemains que n'en avait connu précédemment l'invitation à venir discuter d'un cessez-le-feu.

La raison en est que les paroles ne sont rien ; le rapport des forces est tout. Comme toute autre guerre, la guerre d'Algérie ne peut suivre un cours nouveau que lorsque le rapport des forces entre les deux adversaires se sera trouvé modifié. Pour l'instant, aucune modification de ce genre ne s'est encore produite. Il y a toujours, d'un côté, l'Armée de libération nationale, aussi capable que jamais de tenir en échec l'armée française, ainsi qu'elle le fait sans discontinuer depuis cinq ans ; et, de l'autre côté, les généraux français et les pieds-noirs, toujours aussi résolus, les premiers à écraser le F.L.N. pour sauver leur prestige, et les seconds à maintenir l'Algérie dans l'obédience française, pour conserver leurs profits.

Ce n'est pas un discours de de Gaulle, si malin soit-il, qui peut changer quoi que ce soit à cela. Lorsque, traducteur de l'opinion publique des Français de la métropole dont les 90 % se foutent éperdûment de l'Algérie, de Gaulle lance un ballon d'essai qui pourrait conduire à une négociation, l'Alger civil et militaire lui fait aussitôt savoir qu'il ne tolérera pas qu'on fasse un pas de plus dans cette voie, et de Gaulle s'incline, car c'est cet Alger-là qui est une force, et non pas lui. La déclaration de Challe, selon laquelle, s'il y a des pourparlers pour un cessez-le-feu, ce sera lui, le général en chef, et *lui seul*, qui les conduira, ce qui exclut toute négociation concernant les conditions dans lesquelles aurait à se dérouler le référendum plébiscite, est la preuve formelle que de Gaulle a baissé pavillon devant l'armée.

Rien donc n'est changé. Et rien ne changera, malgré toutes les déclarations, ou tous les votes de l'O.N.U., avant que le rapport des forces dont je parlais tout à l'heure ne se trouve modifié dans un sens ou dans l'autre, avant que les uns ou les autres, les dominateurs ou les révoltés, ne soient prêts à lâcher la partie parce qu'il ne se sentent plus en mesure de la gagner.

Le seul effet de la déclaration de de Gaulle (je regrette de me trouver sur ce point en accord avec M. Juin), c'est d'avoir renforcé le moral du F.L.N. qui voit pour la première fois, et cela grâce à cinq ans de guerre, le droit de l'Algérie à son indépendance reconnu officiellement, et d'avoir aussi, du même coup, affaibli le moral des pieds-noirs. Pour la première fois, en effet, depuis le début de la guerre, les Européens d'Algérie se préoccupent sur une large échelle de s'assurer une position de retraite dans la métropole depuis la déclaration de de Gaulle : on n'achète plus rien en Algérie, en revanche on écrit à ses connaissances de France, ou l'on fait écrire par ses amis à leurs connaissances, de chercher, selon le cas, un appartement, une maison, un commerce, une propriété, à tel ou tel prix.

C'est là l'indication que le moral des Européens d'Algérie, que leur certitude de la victoire n'est plus aussi grande, et cela provient de ce

que chacun se dit, plus ou moins explicitement, que si l'homme de la « grandeur de la France » accepte l'éventualité d'une diminution de la France par la perte de l'Algérie, c'est qu'il ne considère plus, lui-même, comme possible, une victoire militaire.

Cette baisse du moral pourra s'accroître peu à peu au fur et à mesure que les mois s'écouleront et finir par amener un véritable « pourrissement » de l'une des forces, ou bien au contraire, elle peut se traduire par une réaction violente qui essaiera coûte que coûte de l'enrayer, même au prix d'un acte de désespoir.

C'est seulement dans la mesure où la déclaration sur l'autodétermination aura amorcé ou accéléré ces processus qu'elle peut avoir une influence sur l'issue de la guerre.

L'HOMMAGE DE L'INDE A BARTOSEK

On se rappelle peut-être cet anarchiste, ou anarchisant, d'origine hongroise, je crois, qui occasionna un beau scandale en France, peu avant la guerre, du fait qu'il « stérilisait » les hommes qui désiraient ne pas avoir ou ne plus avoir d'enfants. Quelle honte ! Quel crime ! Ce pauvre Bartosek fut poursuivi et condamné.

Or, nous apprenons que la stérilisation, pour les deux sexes, est non seulement légale dans l'Inde de Nehru, mais qu'elle y est chaudement recommandée par le gouvernement lui-même et que celui-ci se félicite de son succès croissant : en 1956, 5.815 stérilisés volontaires ; en 1957, 11.244 ; en 1958 enfin, 18.559.

Vérité en deça des Pyrénées...

R. LOUZON.

Réponse à Louzon

LE ROLE DE MESSALI HADJ ET DU M. N. A.

Dans la « R. P. » de juillet-août 1959, le camarade Louzon a publié un article sous le titre « Requête à Messali Hadj ».

Tout d'abord, il a rendu hommage au Président du M.N.A. en des termes pleins de sympathie et de grandeur. Il faut le dire, il peint admirablement bien l'ouvrier et le dirigeant courageux qui a consacré sa vie entière au service des travailleurs algériens et à leur éducation.

Plus loin, il précise dans sa requête deux aspects :

1) Il demande à Messali Hadj de faire cesser les luttes fratricides entre les Algériens.

2) Il fait une analyse sur certains aspects de la Révolution algérienne qui mettent aux prises les nationalistes eux-mêmes, analyse, en vérité, tout à fait contraire à l'historique de ces problèmes. Le camarade Louzon lui-même est loin d'être affirmatif dans son analyse, étant donné qu'il se déclare non convaincu de certains événements qui ont précédé le déclenchement de la Révolution algérienne.

A propos des luttes fratricides entre Algériens, il est bon de noter que dans le même numéro de la « R. P. », il y a une déclaration de Messali Hadj qui est adressée aux démocrates français pour intervenir eux-mêmes et aider les Algériens à la réconciliation et à mettre fin aux attentats entre Algériens. Comme le note la rédaction de la « R. P. », Messali Hadj a déjà répondu par avance à la requête du camarade Louzon de s'élever contre les luttes fratricides, étant donné que son premier appel a été adressé aux Algériens le 1^{er} septembre 1957 alors qu'il était encore à Belle-Isle-en-Mer. En outre, au début de janvier 1959, il renouvela cet appel par voie de presse quelques jours avant sa libération.

Dès son arrivée à Chantilly et devant des milliers d'Algériens, Messali Hadj appela ses compatriotes à la réconciliation et à l'union afin d'éviter de porter atteinte à la cause algérienne. Dans le « Figaro » du 13 avril 1959, il renouvela, une fois de plus, son appel pour la cessation des luttes fratricides.

Quelle a été la réponse du F.L.N. ? Aucune, sinon l'assassinat de Nadji Mohamed, membre de la Commission exécutive de l'U.S.T.A. de la région parisienne, qui a été abattu devant le siège social de ce syndicat.

Enfin, l'appel que Messali Hadj lança en juillet 1959, a été repris par Jean Cassou. Celui-ci a reçu plusieurs centaines de signatures provenant de toutes les couches sociales des milieux démocrates français. Le silence ne s'est fait que plus lourd de la part du F.L.N. et les attentats continuent jusqu'à nos jours.

Dans ce domaine, nous sommes convaincus que Messali Hadj et le M.N.A. sont allés au delà de leur devoir. Nous aurions bien voulu que le camarade Louzon et tous les Français pro-F.L.N. adressent

à ce dernier une requête pour le mettre devant ses responsabilités. Comme il n'est jamais tard pour bien faire, nous leur demandons de faire les mêmes démarches auprès du F.L.N. comme ils les ont faites auprès du M.N.A. Quant à l'analyse, nous avons dit qu'elle était complètement erronée et voici pourquoi.

AVANT L'INSURRECTION

Sans entrer dans les détails des premiers mois qui ont précédé le déclenchement de l'insurrection algérienne, nous croyons, cependant, qu'il est nécessaire de faire une mise au point pour éclairer à la fois le camarade Louzon et l'opinion publique. Quand Messali Hadj fut arrêté à Orléansville le 14 mai 1952 à la suite d'une grande tournée de propagande, il fut envoyé en France, en résidence forcée, à Niort.

A cette époque, couvait au sein du M.T.L.D., une crise qui n'avait pas été rendue publique. Les causes de cette crise étaient que la Direction du M.T.L.D. avait dévié de sa ligne politique, pour s'engager dans une politique de collaboration avec le néo-colonialisme que symbolisait M. Jacques Chevallier, maire d'Alger, à l'époque.

Messali Hadj avait essayé, par tous les moyens en sa possession, de convaincre ses amis de la Direction d'abandonner cette voie qui était foncièrement contraire au programme du M.T.L.D. Cet effort qui avait été tenté durant plus de trois ans n'avait donné aucun résultat. Et quand Messali Hadj fut éloigné à Niort, la Direction trouva le champ libre pour poursuivre sa nouvelle politique qui avait été minutieusement et sciemment préparée. Cette déviation n'était pas le fait d'une erreur ou d'une faiblesse. Non, c'était une chose voulue et longuement méditée.

D'autre part, cette direction avait également préparé tout un personnel et le cadre nécessaire pour imposer cette politique à l'ensemble du Parti. Lorsque Messali Hadj s'est trouvé devant une telle situation, et, après avoir usé de tous les moyens de persuasion, il s'est alors adressé aux militants de France et d'Algérie pour les mettre au courant de ce qui se tramait dans le silence. A cet effet, un Comité de Salut Public fut créé en avril 1954 à Paris. Le 28 avril 1954, la Direction du M.T.L.D. démissionna sous la poussée de la base et de l'opinion algérienne.

Mais, en vérité, celle-ci s'est retirée pour mieux saboter le redressement du parti.

Que le camarade Louzon sache bien que cette œuvre de salubrité publique qui avait été entreprise par Messali Hadj alors que ce dernier était soumis à la résidence forcée à Niort, fut véritablement un tour de force, rarement vu dans la lutte révolutionnaire. Car cette Direction avait entre les mains l'argent, les archives et les cadres du Parti qui

sont entrés dans l'opposition dès que Messali Hadj eut entrepris le redressement du M.T.L.D. Pourquoi la Direction de l'époque a été amenée à abandonner la ligne politique du M.T.L.D. ?

Cette décision a été prise à la suite de la répression qui a été déclenchée contre le M.T.L.D. en 1950. C'est à la suite de cette répression que la fameuse Direction avait décidé d'abandonner la lutte révolutionnaire, pour se confiner entièrement dans le réformisme et la politique électorale. C'est là le fond de la crise contre laquelle s'est élevé Messali Hadj. Pour y remédier, il entreprit le redressement du M.T.L.D. tant en France qu'en Algérie. Il fallait donner au parti son véritable rôle face aux événements qui prenaient une allure pré-insurrectionnelle et l'élever ensuite à la hauteur d'une situation révolutionnaire comme celle du Maroc et de la Tunisie. Rappelons qu'à cette époque Bourguiba était dans l'île de la Galite et le sultan déporté à Madagascar.

A cet égard, un Congrès extraordinaire fut tenu à Hornu, en Belgique, les 14, 15 et 16 juillet 1954 au cours duquel la déviation réformo-colonialiste a été éliminée et ses auteurs exclus. D'autre part, des décisions révolutionnaires avaient été prises pour préparer le M.T.L.D. et le peuple algérien aux événements qui ont vu le jour le 1^{er} novembre 1954. Non seulement le M.T.L.D. a procédé au redressement du Parti en éliminant les réformistes et en préparant la Révolution, comme nous le disons plus haut, mais encore celle-ci fut déclenchée au nom de Messali Hadj pour entraîner tous les militants et dissiper toute hésitation.

LE M.N.A. DANS LE COMBAT

En effet, c'est bien Mustapha Ben Boulaïd, le héros national, qui déclencha la Révolution dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1954. Celui-ci a été victime d'une machination infernale fomentée par le F.L.N. précisément pour ses sentiments messalistes. D'autre part, tous les combattants et les dirigeants engagèrent la lutte au nom du M.T.L.D. que Messali Hadj venait de redresser.

Incarcéré à la prison de Constantine et avant son évasion, Mustapha Ben Boulaïd avait adressé une lettre de sympathie à Messali Hadj en juillet 1955. Ce document dont l'importance est très grande, n'est pas parvenu à son destinataire. Il a été subtilisé par un avocat qui aurait préféré le donner au F.L.N. Sans doute, le sort tragique qu'a connu Mustapha Ben Boulaïd est dû à cette lettre où il manifesta toute sa confiance à Messali Hadj.

En effet, ce héros national déclarait aux émissaires qui allaient le contacter en prison : « que lui ne s'occupait que de la partie militaire et que le domaine politique regardait Messali Hadj ».

Et quand le M.T.L.D. fut dissous le 5 novembre 1954, par le Gouvernement Mendès-France, Mitterrand, Jacques Chevallier, immédiatement après, fut créé le M.N.A.

Il est nécessaire de noter en passant que lors de cette crise, toute la gauche française, la presse, la radio, les staliniens et le gouvernement avaient pris fait et cause pour l'ancienne direction du M.T.L.D.

La direction de la Fédération de France qui avait été gagnée à la politique de collaboration avec le néo-colonialisme, présenta Messali Hadj dans les milieux de la Gauche française, et en particulier auprès des journaux « L'Observateur », « L'Express » et autres salles de rédaction, comme un panislamiste, un fanatique et un extrémiste aveugle.

On notera également que cette orchestration qui groupe la gauche française depuis le P.C.F. jusqu'aux Mendésistes, a fait peser un silence de cimetière sur l'activité du M.N.A. en France comme en Algérie.

Le M.N.A. n'a jamais cessé le combat tant sur le plan militaire que politique.

Au lendemain du déclenchement de la Révolution algérienne, le M.T.L.D. avait pris en main la direction des affaires militaires dans les trois départements algériens.

Krim Belkacem, le sergent Ouamrane, Ben Boulaïd, Zirought Youssef, Haoues et autres qui tenaient tous les maquis étaient sous les ordres du M.T.L.D.

Des militants M.N.A. partirent de France munis

de fonds pour renforcer les maquis et en créer de nouveaux.

Mlle Claude Gérard s'est rendue en mai 1956 dans les maquis M.N.A. où elle est restée plus d'un mois. Son reportage avec photographies et son emprisonnement même en font foi.

Jusqu'à nos jours, il y a des maquis M.N.A. et des combattants du M.N.A. au sein des maquis F.L.N. Tout récemment encore, M. André Louis, envoyé spécial du journal belge, la « Cité », de tendance chrétienne démocratique s'est rendu dans les maquis M.N.A. où il a parcouru l'espace qui couvre le Sahara.

C'est dire qu'en prétendant que Messali Hadj ne se bat plus, le camarade Louzon commet une erreur monumentale.

Non seulement Messali Hadj n'a jamais cessé de se battre, mais il demeure que c'est grâce à lui que la Révolution elle-même a été déclenchée. En effet, sans l'intervention de Messali Hadj pour mettre un terme à la déviation et sans le congrès d'Hornu qui consacra le retour du M.T.L.D. à la lutte révolutionnaire, les événements du 1^{er} novembre 1954 n'auraient pas eu lieu. Ce fait marque un tournant historique de la lutte du M.N.A. et montre la justesse du but constamment poursuivi par le père du nationalisme algérien.

Quand on lit l'analyse du camarade Louzon sur la période préparatoire de la Révolution algérienne, la crise au sein du M.T.L.D. et le rôle humiliant qu'il attribue à Messali Hadj, on se demande où ce dernier a puisé ses informations ?

Est-il possible qu'un homme de l'envergure du camarade Louzon et de qui Messali Hadj parle jusqu'à maintenant avec un grand respect, puisse s'avancer dans un tel domaine et aller si loin dans l'accusation sous forme de point d'interrogation ?

Sur un autre point, le camarade Louzon commet la même erreur quand il accuse le M.N.A. de perpétrer les luttes fratricides et les attentats contre le F.L.N.

Ignore-t-il déjà que, en mai 1955, l'Algérien Tarbouche, venant de Suisse où il avait assisté à une réunion F.L.N. à Berne, devait assassiner Messali Hadj ? Il l'a pourtant avoué lui-même, et non sans fanfaronnade. Pour montrer la largesse d'esprit du chef du M.T.L.D. cet individu a été défendu à Alger par son avocat M. Dechezelles.

Beaucoup de militants F.L.N., abandonnés par leurs chefs, sont également défendus par les avocats du M.N.A. grâce à Messali Hadj.

Le camarade Louzon ignore-t-il que, malgré l'appel de Messali Hadj du 1^{er} septembre 1957 pour cesser les luttes fratricides, plusieurs directions du M.N.A. et de l'U.S.T.A. ont été assassinées par le F.L.N. deux mois après ?

Par ailleurs, en Algérie et en France, des centaines de militants M.N.A. qui avaient consacré toute leur vie à l'émancipation du peuple algérien ont été froidement et lâchement abattus par le F.L.N. sous l'œil bienveillant de la police.

Ce polémiste impénitent a-t-il élevé la voix contre les massacres de Melouza, de la vallée de la Soumman, etc., où des centaines d'hommes ont été assassinés parce qu'ils combattaient précisément au nom de Messali Hadj et du M.N.A. ?

A-t-il oublié cette presse qui encensait sans arrêt le F.L.N. quand elle claironnait avec une joie à peine voilée la liquidation des derniers maquis messalistes par le F.L.N. ?

Et l'attentat dont Messali Hadj a été l'objet ?

Si le F.L.N. a décidé la liquidation physique et politique du M.N.A., c'est parce qu'il est obsédé par l'idée de vouloir être le seul interlocuteur valable et le seul dirigeant de la Révolution algérienne. C'est pour atteindre ses objectifs qu'il a décidé d'accomplir toutes ces horreurs pour exterminer tout ce qui n'est pas F.L.N.

Dans la « R. P. » d'octobre 1959, Messali Hadj est encore, une fois de plus, pris à partie par le camarade Louzon.

Que dit-il et que lui reproche-t-il ?

« Messali Hadj est-il devenu un beni-oui-oui du genre Sid Cara ? Veut-il faire le rôle d'arbitre afin d'être lui aussi un interlocuteur valable ?

Répondant à lui-même, Louzon conclut en disant que « Messali Hadj ne peut être ni l'un ni l'autre parce qu'il ne s'est pas battu et n'a opté ni

pour l'indépendance algérienne ni pour la colonisation française ». Il ajoute que le « Président du M.N.A. ne représente à peu près plus rien. Et comment alors prétend-il jouer demain un rôle quelconque ».

Nous croyons que nous avons répondu sinon à toutes ces questions, du moins aux principales d'entre elles. Cependant, il est nécessaire d'ajouter quelques précisions sur ces problèmes qui tourmentent tant le camarade Louzon.

Déjà, dans le passé, Messali Hadj a été violemment attaqué de l'extrême gauche à l'extrême droite. Il fut accusé de tout. Mais on n'avait jamais pensé qu'un homme comme Louzon puisse prendre part à un tel concert !

Messali Hadj devenu Sid Cara ? Non alors, l'insulte est insupportable.

Que pense alors Louzon de tous ces Beni-oui-oui et révolutionnaires de la onzième heure qui ont rejoint le Caire avec des passeports français. Ignore-t-il que ces Beni-oui-oui de haute marque se sont dressés contre la Révolution algérienne pendant longtemps et ils n'ont regagné Le Caire que par la peur et l'ambition de jouer un petit rôle alors que celui que Louzon accuse aujourd'hui fut jeté dans une île de l'Atlantique et coupé de toute relation avec l'extérieur. Et mélangeant Chaabane et Ramadan, Louzon tente de comparer Messali Hadj à Louis Blanc alors que le chef du M.T.L.D. alla à l'âge de 60 ans mener une vie pénible et épuisante face à la citadelle où Blanqui l'Enfermé fut incarcéré.

Sans la sympathie pour Louzon et le respect que l'on a pour cet homme qui a consacré de tout temps sa plume à la défense des peuples opprimés, on aurait méprisé ce coup de pied inattendu.

Que le camarade Louzon sache que Messali Hadj dans ce combat qu'il poursuit depuis de longues années et même quand il est enfermé, ne cherche à être ni interlocuteur valable ni l'arbitre à tout prix. Son objectif principal est et demeure la libération du peuple algérien des servitudes coloniales, et le droit de disposer de lui-même.

« Il ne se bat pas », déclara Louzon. Que fait-il alors ? Et pourquoi cet acharnement contre lui ?

Qui, derrière le F.L.N. ne voit certaines nations, de gros intérêts et les amateurs de pétrole ? C'est regrettable, camarade Louzon de constater qu'il y a là un fait social qui vous échappe, vous qui analysez les choses en partant des principes socialistes. Cela vous amène à attaquer un mouvement prolétarien par son origine, sa foi et sa volonté d'instaurer en Algérie un régime de liberté et progrès social.

Si Messali Hadj ne se battait plus et s'il ne représentait plus rien, pourquoi alors cette coalition et ces assassinats ne s'arrêtent plus depuis quatre années contre les Messalistes ?

Pour celui qui veut se donner la peine de se pencher objectivement sur la Révolution algérienne, il constatera que Messali Hadj en est l'auteur et l'acteur principal.

Enfin, Louzon déclare que « Messali Hadj n'a opté ni pour l'indépendance algérienne dont il est le père, ni pour la colonisation française ».

C'est là une énormité qui surprend de la part du camarade Louzon. D'abord, ce dernier reconnaît lui-même que jusqu'à 1954, Messali Hadj est, en effet, le père de l'indépendance algérienne. Par la suite, s'il faut croire Louzon, Messali Hadj s'est tu et se tait jusqu'à ce jour et n'a ouvert la bouche qu'après le discours du général de Gaulle.

APRES LE DISCOURS DE DE GAULLE

Quant à la réponse de Messali Hadj au discours du 16 septembre du général de Gaulle, Louzon semble ne pas être satisfait de voir le président du M.N.A. prendre immédiatement position par sa déclaration du 21 septembre. Que dit-elle ? Messali Hadj a pris acte de l'autodétermination et salué cet événement comme un fait capital qui répond aux aspirations du peuple algérien et de tous les démocrates.

D'autre part, tout en affirmant l'indépendance de l'Algérie, il a souligné l'importance qu'attache le M.N.A. aux problèmes économiques, sociaux et culturels.

Donnant une forme à l'indépendance, Messali

Hadj s'est prononcé pour une République algérienne faisant partie d'un Commonwealth français aux côtés des Etats de la Communauté et du Maghreb.

En outre, Messali Hadj a fait d'expresses réserves sur un certain nombre de problèmes et demandé l'ouverture de négociations pour clarifier tous les aspects se rattachant au règlement de l'ensemble du conflit franco-algérien et aboutir à un cessez-le-feu.

Que le camarade Louzon prenne la défense du F.L.N., cela le regarde. Pourquoi en veut-il à Messali Hadj ? Parce qu'il a répondu avant son pou-lain ? Si cela est l'objet de son mécontentement, qu'il s'en prenne au F.L.N.

Si le camarade Louzon s'était donné la peine d'analyser sérieusement la déclaration de Messali Hadj et celle du F.L.N. il aurait constaté que la position du Président du M.N.A. est permanente et tend à faciliter l'ouverture des négociations pour éviter la prolongation de la guerre et alléger les souffrances du peuple algérien. Quant au F.L.N. ce n'est un secret pour personne qu'il a toujours fait preuve d'intransigeance en demandant la reconnaissance préalable de l'indépendance et à être reconnu comme le seul représentant du peuple algérien.

Maintenant que son intransigeance s'est montrée vaine et qu'elle a fait durer la guerre trois ans de plus, il abandonne ses positions et s'aligne sur celles de Messali Hadj.

Le camarade Louzon en voudrait-il à Messali Hadj d'avoir vu clair et surtout d'avoir voulu mettre fin à la guerre dignement et honorablement ?

Mohamed EL DJERAH.

Les saints n'iront pas en enfer !

C'en est fait des ouvriers prêtres. De ces prêtres-ouvriers que l'écrivain Gilbert Cesbron a vus se dévouer saintement à la cause du christianisme-humainiste jusqu'à pousser leur noble acharnement à aller vivre dans cet « Enfer » où est sauvagement exploitée et détenue une importante fraction du monde ouvrier français. De ces êtres profondément humains que nous connaissions malgré tout avec assez d'exactitude, non pas seulement d'après l'émouvante (et certes par trop séduisante) description qu'a su immortaliser en des pages courageuses l'auteur du livre : « Les Saints vont en Enfer », mais à la suite d'informations qui, au delà de l'obstruction pratiquée avec un jésuitisme raffiné par les milieux ecclésiastiques basement conservateurs bourgeois, nous sont parvenues ; voire par certains contacts que nous eûmes avec des militants ouvriers.

C'en est fait. L'administrateur hors de pair de leur Eglise catholique, sur appel de la « hiérarchie », a rendu son verdict. Le Vatican a transmis à l'Episcopat français une sommation d'avoir à mettre définitivement fin à l'expérience des prêtres-ouvriers.

Rappelons qu'en automne 1953, le Saint Siège ordonna la suppression de ce que l'on appelait officiellement « l'expérience des prêtres-ouvriers ». D'aucuns se souviennent sans doute que l'affaire fit alors du bruit. Même que trois cardinaux effectuèrent de France le voyage à Rome pour essayer d'amortir le choc durement encaissé par la centaine de prêtres-ouvriers qui devaient alors cesser impérieusement leur « expérience » à la date fixée au 1^{er} mars 1954.

Souignons que le trio : Feltin, Gerlier, Liénart, se cassa le nez. Nos trois cardinaux se heurtèrent à l'intransigeance du feu pape Pie XII et des autres... Tel, sans doute, cet archevêque de Bordeaux qui, en 1951, avait interdit d'attaquer en responsabilité civile une entreprise dont la négligence aurait provoqué la mort, dans un accident de travail, du prêtre-ouvrier Michel Favreau.

Notons que malgré le diktat formulé par la curie romaine, plus de la moitié des prêtres-ouvriers refusèrent de se soumettre aux injonctions de la Hiérarchie.

Constatons présentement que Jean XXIII est

solidaire de la politique de son prédécesseur. Ainsi, toujours dans le même sens, l'Eglise a choisi entre les prêtres-ouvriers et les patrons.

C'en est fait : « Lorsque l'Eglise parle, il n'y a plus qu'à s'incliner ». Les Saints ne descendront pas en Enfer.

Cette décision sans appel ne peut être que la conclusion de raisons qui ont déterminé le Vatican à renier l'effort et « l'œuvre » des prêtres-ouvriers. Pourquoi donc supprimer cette « expérience » ?

Il suffit de faire l'exégèse du texte de la note, datée du 3 juillet 1959, adressée par le cardinal Pizzardo, secrétaire de la Sacrée Congrégation, aux cardinaux Liénart et Feltin, en réponse au rapport que Maurice Feltin, archevêque de Paris, avait porté à Rome, en juin dernier. A dire vrai, la cause était déjà entendue depuis la veille par « les éminentissimes cardinaux du Saint Office ». Et au cardinal Pizzardo de remémorer : « Dans l'audience du 11 juin 1959, le Saint-Père a daigné approuver ces décisions (mettre un point final catégorique et définitif à l'expérience des prêtres-ouvriers), et lorsqu'il reçut Votre Eminence le même jour, il lui fit part de sa pensée à ce sujet. Après avoir lu le rapport que Lui a remis Votre Eminence, Sa Sainteté a jugé devoir confirmer les décrets du Saint Office des 10 et 24 juin ».

En fait, et entre nous, il a bonne gueule, le cardinal-évêque de Paris.

Mais, cette décision d'interdire aux Saints de descendre en Enfer ?

Eh bien ! la raison « sine qua non » de la condamnation définitive de l'expérience des prêtres-ouvriers, c'est la découverte que ce travail en usine plonge le prêtre dans une ambiance néfaste et dangereuse... et au cardinal Pizzardo de préciser : « Il (le prêtre-ouvrier) est ainsi amené comme malgré lui à penser comme ses camarades de travail dans le domaine syndical et social et à prendre part à leurs revendications : redoutable engrenage qui le mène rapidement à participer à la lutte des classes ».

Ainsi se dégage nettement que, dans l'esprit du Vatican, la formule du prêtre-ouvrier aurait dû être avant tout un moyen susceptible de chloroformer en douceur la conscience de classe des exploités et par voie de conséquence de devenir un agent catalyseur que l'Eglise catholique mettait au service de la bourgeoisie capitaliste.

Or, non seulement les buts escomptés sont loin d'avoir été atteints ; mais encore il s'avéra que ce fut tout le contraire de ce que la « hiérarchie » attendait qui s'était produit. Ceux-là mêmes qui avaient mission avouée de convertir à la religion le monde ouvrier et mission secrète de le conduire hors de la lutte des classes, se trouvant soumis aux mêmes conditions de vie que leurs camarades de « turbin », ô miracle ! comprirent. Et ces Saints descendus en Enfer se sont alors jetés dans la lutte contre les causes du Mal ; c'est-à-dire le patronat et la bourgeoisie capitaliste.

Devant un tel comportement des prêtres-ouvriers nous comprenons fort bien que des curés entretenus par « des riches » — et « les riches » ne donnent jamais pour rien — aient délibérément opté pour maintenir le statu quo. Le clergé séculier, encore préfère-t-il vivre de la « générosité des fidèles » et du « casuel », que du « Salaire de la Peur » (7 avril 1951, mort, dans un accident de travail, de l'abbé Favreau, prêtre-ouvrier ; 25 octobre 1954, mort accidentelle de l'abbé Perrin, prêtre-ouvrier).

Nous comprenons sans dessin qu'une Eglise qui est plutôt une puissance matérielle que spirituelle n'ait pas hésité davantage à immoler les prêtres-ouvriers ; ces chrétiens primitifs qui, en février 1954, dans une protestation signée par plus de soixante-dix d'entr'eux, affirmaient sans ambiguïté : « Les prêtres-ouvriers revendiquent pour eux et pour tous les chrétiens le droit de se solidariser avec les travailleurs dans leur juste combat.

Aujourd'hui, je me rappelle de cela. Tout comme il me souvient que c'est au nom du christianisme que Tolstoï attaquait l'Etat, le militarisme, l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

Francis DUFOUR.

L'idylle Franco-V^e République

EN MARGE DE LA RENCONTRE

DE LA BIDASSOA

On sait que, le 24 octobre, M. Couve de Murville et son homologue espagnol, Castiella, se sont rencontrés dans « l'île des faisans » (!) pour marquer « d'un faste exceptionnel » les amours retrouvées de la France de la V^e République et de l'Espagne de Franco.

Pour participer à ces réjouissances, il nous paraît à propos de publier quelques extraits d'une lettre que M. Fernando Valera, ministre d'Etat du Gouvernement Républicain Espagnol en exil, a fait tenir, le 3 septembre dernier, à M. Christian Herter, secrétaire d'Etat du gouvernement des Etats-Unis, à la suite de l'audience que le Président Eisenhower a récemment accordée au ministre franquiste des Affaires étrangères, Fernando Maria Castiella y Maiz.

Le gouvernement de la République Espagnole a jugé de son devoir d'informer le secrétaire d'Etat américain sur quelques antécédents de l'actuel ministre des Affaires étrangères de Franco — ancien combattant de l'armée hitlérienne et décoré de la Croix de Fer — ainsi que de son ambassadeur accrédité à Washington, M. Arreiza.

Afin que ce témoignage ne puisse être accusé de partialité, le ministre d'Etat républicain s'est borné à reproduire certains passages tirés du livre publié par les deux diplomates phalangistes pendant la Deuxième Guerre Mondiale « *Les revendications de l'Espagne* ». Ces passages ont été traduits et publiés en 1949 par François Mirandet, dans son livre « *L'Espagne de Franco* », édité chez Hachette, Paris :

« C'est pourquoi, expliquent les auteurs, ceux qui prirent les armes le 16 juillet 1936 (contre le Gouvernement légitime de la République Espagnole) pensaient que :

« Si la guerre devait servir à rendre à l'Espagne la liberté internationale, la lutte devait avoir inévitablement un caractère antifrçais et antianglais !

« Mais les temps sont venus ; le triomphe de l'Ordre Nouveau garantit la réalisation des aspirations espagnoles, d'autant plus justement, que les vainqueurs de la guerre civile ont droit à la reconnaissance de l'Allemagne, dont ils ont favorisé les plans d'expansion européenne :

« ...durant trois années, la guerre espagnole fut un point d'attraction stratégique, véritable carrefour nouveau des intérêts européens, guerre invisible, comme on l'a qualifiée, de l'Axe Berlin-Rome contre les démocraties, ce qui facilita à la forte et juvénile politique allemande la solution des problèmes d'Autriche et de Tchécoslovaquie, prélude indispensable à la grande rectification historique des frontières de Versailles. »

« Aussi l'Espagne non-belligérante ne ménage-t-elle pas sa fervente cordialité à l'égard d'un des camps en lutte, dans la guerre que le 1^{er} septembre 1939, cinq mois exactement après notre victoire, ont déclenchée, dans un acte de folie inqualifiable, les démocraties britannique et française contre le Troisième Reich gouverné par le Führer-Chancelier Hitler. L'Espagne savait, par une douloureuse et cruelle expérience faite dans sa propre chair, jusqu'où pouvait aller la frénésie des Churchill et des Eden, quand ils estiment que la résurrection d'un peuple interfère avec les intérêts britanniques. Pour notre pays, ce n'était pas non plus une surprise que de voir la France livrée aux mains de cette bande de métèques et de juifs qui disposaient à leur guise de la Troisième République, et devaient la condamner fatalement et inévitablement à la catastrophe ».

Le Gouvernement de la République Espagnole en exil a jugé comme un devoir de loyauté envers le monde libre de rappeler ces faits au Gouvernement des Etats-Unis et au peuple américain.

L'acquittement des « responsables » de Marcinelle

Le 10 octobre dernier, la 7^e chambre du Tribunal de Charleroi acquittait les cinq prévenus (directeur des travaux, ingénieurs et inspecteur) dans l'affaire de la catastrophe minière de Marcinelle, catastrophe au cours de laquelle plus de cent-soixante mineurs périrent au fond du puits en feu.

Les attendus du tribunal, d'un rare cynisme, jettent une lumière crue sur la triste mentalité d'une technocratie qui n'a rien à envier à la bourgeoisie du siècle dernier. Lisez plutôt :

...
Attendu qu'il résulte des nombreux témoignages que la cause nécessaire et directe de l'accident ne peut être trouvée dans l'état des puits, attendu, en résumé, que de 1952 à 1956, il semble (sic) qu'il s'est produit, au Bois du Cazier, deux passages de fosse qui ont eu comme seules conséquences des dégâts matériels et que le travail a pu être poursuivi, qu'on ne peut en inférer que l'exploitation était mal conduite et que nécessairement, en continuant d'exploiter de la sorte, il fallait en arriver, tôt ou tard, à la catastrophe.

Attendu qu'il est malheureusement normal que, dans une exploitation de quelque importance, qui occupe un grand nombre de travailleurs et qui emploie un matériel soumis à de grandes fatigues, il y ait inévitablement des incidents, voire même des accidents, que les deux passages de fosse de 1952 et 1956 ne présentaient pas de gravité exceptionnelle qui aurait dû aboutir à un changement de méthode appréciable dans la façon d'exploiter.

Les deux passages de fosse précédents ne leur avaient donc rien appris, et après tout, n'est-ce pas ? il est normal qu'il y ait des accidents !

Dire cela alors qu'il y eut près de deux cents mineurs brûlés vifs au fond de la fosse, il faut avoir de l'estomac !

Les attendus suivants prouvent pourtant bien qu'il ne s'agit pas là du tout d'une fatalité :

Attendu qu'il est reproché à certains prévenus d'avoir toléré la présence d'une tuyauterie à huile à proximité de câbles électriques, que l'huile étant inflammable, il y avait grave danger et imprudence de laisser cette matière en présence de câbles qui, à la suite de court-circuit, pouvaient provoquer l'incendie ;

Attendu qu'il avait été suggéré de placer les câbles dans le puits du côté opposé à la tuyauterie à huile et qu'ils se seraient alors trouvés à proximité de la conduite de récupération du grisou, ce qui paraît être plus dangereux encore ; que, d'autre part, l'accident aurait peut-être pu se produire de la même façon, puisque la canalisation d'air comprimé se trouvant du côté opposé aux câbles et à la tuyauterie d'huile a été, elle aussi, sectionnée lors de l'accident ;

Attendu que, d'une part, on a affirmé que les câbles auraient pu être mieux protégés, soit en les plaçant dans une tuyauterie, soit en les encastrant dans la maçonnerie, mais que la canalisation électrique doit être visible et facilement accessible.

Ce ne sont pourtant pas les moyens de protection qui manquent dans l'électricité moderne ! Mais il faut engager des fonds !

Faut croire que payer des pensions aux veuves revient moins cher.

Et le rédacteur de ce document très instructif enchaîne :

Attendu qu'il convient de se poser la question de savoir si la présence d'une tuyauterie d'huile à proximité de câbles électriques constituait un défaut de prévoyance ou de précaution et qu'indubitablement il faut répondre par la négative, d'autant plus qu'il n'apparaît pas que les cours universitaires ou aucune littérature technique n'ait attiré l'attention des candidats ingénieurs ou des ingénieurs sur les dangers d'inflammation de l'huile...

Avez-vous déjà vu un ingénieur qui ignore que l'huile est inflammable ?

Attendu que la question de protection du câble est excessivement délicate et fort controversée et que les appréciations techniques développées dépassent la compétence du tribunal...

Alors, réellement, on se demande pourquoi ils se mêlent de juger ?

Plus loin encore ce drôle de tribunal s'attendrit : *Attendu qu'entre les différentes thèses émises par les nombreux experts et témoins, le tribunal doit choisir celle qui est la plus favorable aux prévenus, même si elle a moins de chances de s'être réalisée.*

Ca, c'est très humain ; trop humain pour être honnête ! Nous posons la question : S'il s'était agi de simples mineurs, accusés de faits de grève, ce beau principe aurait-il quand même été mis en avant ?

Passons ! Il nous faut à présent citer tout le passage de ce style indigeste pour montrer comment leur cynisme les mène aux aveux :

Attendu que l'accident étant survenu, il est reproché aux prévenus Calicis, Dassargues et Lefèvre, de n'avoir pas pris les mesures adéquates pour circonscrire l'incendie et pour sauver le plus grand nombre possible de mineurs. Calicis aurait dû commander plus tôt la Centrale de sauvetage ; il eût fallu couper l'arrivée d'air sur le foyer et arroser, voire boucher les puits, disait-on ;

Attendu qu'on ne pourrait tout au plus reprocher qu'un léger retard à Calicis, qu'il fallait tout de même dans ces circonstances un temps de réflexion et qu'il est fort douteux que l'arrivée des sauveteurs et des pompiers, quelques minutes plus tôt, aurait eu une influence quelconque sur le déroulement de la catastrophe ; que dire alors de l'appréciation des experts. « ...mais nous ne comprenons pas pourquoi M. Calicis d'abord, MM. De Taeye, Lefèvre et Renard ensuite, ont tant tardé à faire appel à la Centrale de sauvetage et ont ainsi perdu un temps précieux, ce qui a, sans aucun doute, augmenté le nombre des victimes » ;

Attendu que ce point est fort controversé, que, jusqu'à ce jour, aucune méthode définitive n'a été adoptée pour combattre les incendies de mines ;

Ca, c'est un aveu de taille ! Demain encore des centaines de mineurs peuvent griller sans qu'une méthode efficace de sauvetage soit mise au point. A quoi bon ? Ça fera toujours autant de chômeurs en moins. Et on nous débite cela calmement, sur ton ton monocorde du greffier, comme s'il s'agissait d'une fatalité admise par tous.

Après cela, la fin ne fait évidemment plus de doute :

Attendu qu'après lecture des témoignages de personnes spécialement compétentes, directeur gérant, ingénieurs et autres témoins, on constate que celles-ci auraient pris les mêmes mesures pour enrayer la catastrophe que celles effectivement employées par les prévenus le 8 août 1956 et on doit considérer comme subjectives les phrases du rapport d'expertise du Parquet, il nous est impossible de répartir entre ces personnalités les degrés de passivité tragique qui leur sont imputables ;

...
Attendu que la question est tellement délicate, que si pareille catastrophe se reproduisait on hésiterait encore sur les mesures à prendre ;

...
Il n'y a plus que l'acquiescement possible, l'acquiescement des directeurs et de ceux qui les commandent.

Ce n'est pas quand tout flambe, que l'eau et la fumée envahissent les galeries, quand les hommes grillent ou se noient, quand l'effolement ébranle les plus solides, qu'il faut délibérer sur les mesures à prendre pour en sauver quelques-uns.

C'est avant ! Et il faut entreprendre les travaux NON-RENTABLES nécessaires pour éviter de telles catastrophes. Même si ces travaux coûtent beaucoup d'argent. Mais pour obtenir cela, ne comptez pas sur les hystériques du rendement.

Le comité exécutif de la Centrale des mineurs réuni à Charleroi et la Section bruxelloise de la Centrale des mineurs ont protesté contre ce jugement, comme bien on pense. Une grève de vingt-quatre heures avec manifestation devant le Tribunal et devant la Direction de la Mine et quelques carreaux cassés n'auraient pas été de trop.

M. L.

LA SYRIE DANS LA REPUBLIQUE ARABE UNIE

Un an et demi après la fusion avec l'Egypte, j'ai pu revoir la Syrie. A Alexandrie et à Damas, j'ai vu flotter le même drapeau, j'ai vu la même abondance de portraits et de bustes de Nasser. Cependant, les peuples et le niveau de vie semblent bien différents dans les deux provinces de la République Arabe Unie.

J'ai trouvé Damas en pleine transformation. Dans le centre de la ville, les vieilles bâtisses font place à des immeubles neufs, qui sont occupés par des sociétés commerciales beaucoup plus que par des appartements. Dans la banlieue, cependant, en particulier à Mezzé, près de l'aérodrome, s'élèvent des cités populaires, dont les logements sont assez confortables. Un sujet de surprise dans la ville, la mendicité a presque complètement disparu ; quand la police découvre un mendiant valide, elle l'envoie dans une institution où on lui apprend un métier. On ne rencontre pour ainsi dire plus de Français ni d'Anglais ; par contre, beaucoup d'Allemands (de l'Ouest surtout, mais il y a aussi une délégation commerciale de l'Allemagne de l'Est), et de Suisses. Sur les boutiques, à côté des inscriptions en arabe, français, anglais ou arménien, on commence à en voir de nouvelles, en allemand. De même, dans les restaurants, un menu en allemand a été ajouté aux autres.

En Egypte, les opérations monétaires sont sévèrement contrôlées. A l'escale d'Alexandrie, on ne peut quitter le port qu'en faisant une déclaration minutieuse des monnaies que l'on porte sur soi, afin de pouvoir les réexporter. En Syrie, au contraire, le change demeure libre. La monnaie, d'ailleurs, n'a pas été unifiée ; la livre syrienne et la livre égyptienne conservent chacune sa valeur. Et les timbres-poste, bien que portant dans les deux provinces la même mention « U.A.R. », demeurent différents.

Ce qui m'intéressait avant tout était de savoir comment réagissaient les Syriens, si le nouveau régime, issu de l'Union, les satisfaisait. L'abondance des portraits de Nasser n'était nullement une indication. J'ai vu à Damas, il y a quelques années, la même abondance de portraits de Chichakly, dont le régime a été balayé en deux jours. Officiellement, il n'y a plus en Syrie de partis politiques, mais une Union Nationale groupant tous les citoyens politiquement actifs. En fait, je me suis vite aperçu que chacun avait gardé les idées qu'il avait avant la fusion, et qu'il y a encore dans le pays, bien tranchées, une opinion baathiste, une opinion populiste, une opinion populaire syrienne, une opinion communiste.

Les Baathistes (ex-Parti Socialiste de la Renaissance Arabe) ont été les artisans de la fusion avec l'Egypte. Ils y ont été poussés, d'ailleurs, par le désir d'éliminer les autres partis, et en particulier le Parti Communiste dont ils craignaient l'influence montante à Damas. Eux qui avaient été les champions de la liberté politique contre Chichakly n'ont pas hésité à faire supprimer ces mêmes libertés pour réaliser l'unité entre deux pays arabes. C'est en effet cette mystique de l'unité qu'ils invoquaient pour expliquer leur attitude. Un jeune baathiste à qui je demandais ce qu'il pensait de la fusion, m'a dit : « Je suis très content. Certes, nous avons la liberté politique et nous ne l'avons plus, mais il faut payer le prix de l'unité. Beaucoup de Syriens sont mécontents, mais c'est pour des raisons bien mesquines, augmentation des prix en particulier. Ce qu'il nous faut, c'est un Etat arabe fort, que les impérialistes n'osent plus attaquer. Nous avons été déçus par l'attitude des autres pays arabes ; ils ne sont pas venus à nous comme nous l'espérions. Mais cela viendra. En particulier, nous comptons sur l'Irak. Nous ne comprenons pas ce qui se passe là-bas. N'importe, tôt ou tard, tous les Arabes viendront vers nous. » J'avoue avoir été défavorablement impressionné par la façon dont il a parlé d'un « Etat fort » ; cela me rappelait de mauvais souvenirs.

Cependant, j'ai rencontré de nombreux adversaires de la fusion. J'ai été étonné de ce que m'a dit un autre jeune, qui représente à peu près l'opi-

nion du Parti Populiste. Ce dernier était partisan de l'union avec l'Irak au temps de Feýçal II et de Nouri Saïd. Aujourd'hui, l'Irak est accusé journellement de communisme — et avec une rare violence — dans la presse de la R.A.U. Parfois aussi, il est vrai, on accuse Kacem d'être un agent des Anglais (ceci parce que, rendu prudent par l'exemple de l'Iran, il ne veut pas nationaliser les pétroles). Je pensais donc que les populistes, traditionnellement à droite, avaient changé d'idée au sujet du Croissant Fertile. Pas du tout, à en juger d'après ce que m'a dit ce jeune homme, toujours partisan d'un rapprochement avec l'Irak, et déplorant la fusion avec l'Egypte qui rend pour l'instant ce rapprochement impossible.

Beaucoup de gens sans opinion précise sont mécontents parce que la formation de la R.A.U. a amené une série de crises dans les rapports avec les pays voisins : Turquie, Jordanie, Liban, Irak, d'où rupture, tout au moins momentanée, du commerce avec ces pays, et augmentation du coût de la vie. (Les produits agricoles de Turquie, notamment, ont fait fâcheusement défaut). Certains soulignent que les transformations qui se produisent ont pour but l'alignement de la Syrie sur l'Egypte, alors que la Syrie était incontestablement la plus avancée des deux pays. Ce sont surtout les communistes qui se plaignent de la suppression des libertés politiques, et ils sont prêts à faire bloc avec quiconque est mécontent du régime, avec la grande bourgeoisie en particulier.

Au mois de juillet ont eu lieu en Syrie les élections des délégués de l'Union Nationale. En masse, les électeurs ont rayé les candidats connus pour leur appartenance passée au Baath. Les Baathistes ont eu peu d'élus. Ceci est une preuve du mécontentement de nombreux Syriens, et il semble bien que le Baath se soit rayé des masses en voulant précipiter les choses.

Cependant, il ne faudrait pas conclure que l'unité de la R.A.U. soit en danger immédiat. Incontestablement, les Syriens sont déçus. Déçus des conséquences de la fusion (beaucoup d'entre eux s'imaginaient que la Syrie allait être l'avant-garde de la République Arabe Unie. Comme si 4 millions de Syriens pouvaient entraîner derrière eux 25 millions d'Egyptiens : ils déchantent aujourd'hui). Déçus de ce que les autres pays arabes n'ont pas suivi le mouvement. Mais bien peu osent attaquer le régime, ou préconiser ouvertement la sécession. Des précautions ont d'ailleurs été prises. On m'a dit que l'armée avait été épurée, un certain nombre d'officiers supérieurs syriens ayant été renvoyés chez eux, en conservant toute leur solde, et remplacés par des Egyptiens. Or, jusqu'à présent, aucune révolution ne s'est produite en Orient sans coup d'Etat militaire. Visiblement, les opposants manquent de perspectives et sont quelque peu découragés.

Dans ces circonstances, le régime de Nasser s'efforce de gagner la confiance populaire. Dans quelle mesure le peut-il ? Nasser a une vue assez claire de l'évolution historique des pays sous-développés. Dans « Philosophie de la révolution », il a tracé un schéma des deux étapes, révolution nationale et révolution sociale, qui, avec un vocabulaire différent, rappelle la théorie trotskyste de la révolution permanente (révolution bourgeoise et révolution prolétarienne). Mais il n'a aucune confiance dans les masses et tient avant tout à ce que la révolution, dans sa deuxième étape surtout, soit canalisée, dirigée étroitement par des chefs appartenant aux classes dirigeantes. Dans un récent discours, il a défini ce que serait, dans quelques années, le régime de la R.A.U. : Socialiste, démocratique et coopératif. Et il a expliqué chacun de ces trois mots. Par socialisme, il entend à peu près la même chose que les dirigeants soviétiques : est socialiste ce qui est étatisé. Or, il a précisé que ne seraient pas étatisées les usines existantes, mais toutes celles qui allaient être créées ; et d'après les plans actuels, cela promet pour dans une dizaine d'années un secteur « socialiste » beaucoup plus important que le secteur privé Par démocra-

tie, Nasser veut dire : augmentation du niveau de vie des masses (ce qui est très nécessaire, surtout en Egypte) ; à aucun moment il ne songe à la libre expression des opinions ou au contrôle par les masses des mesures décidées : il considère certainement tout cela comme nuisible. Enfin, le coopératisme, c'est l'aide aux paysans, le prêt de matériel à un groupe local de fellahs qui posséderont chacun son coin de terre. Ces quelques principes, s'ils sont appliqués, peuvent donner des résultats appréciables. Il s'agit de savoir si, dans les années qui viennent, la situation internationale, la résistance passive des classes possédantes, l'inertie et la corruption, encore grandes en Egypte, ne les empêcheront pas d'être réalisés. Mais on ne peut attendre une véritable libération du prolétariat sous un régime qui ne fait pas confiance aux prolétaires eux-mêmes, qui interdit les grèves par exemple.

En plus de tout cela, reste la question palestinienne. Beaucoup de Syriens — je serais tenté de dire : la majorité — ont voté pour Nasser parce qu'ils voyaient en lui l'homme fort qui allait les délivrer d'Israël. L'opinion syrienne est beaucoup plus sensible à ce problème que l'opinion égyptienne. Nasser le sait, aussi depuis quelque temps a-t-il multiplié les déclarations anti-israéliennes, ou arrêté les bateaux transportant des marchandises pour Israël. Cela a pour lui l'avantage de tenir les Syriens en haleine. Mais a-t-il vraiment l'intention d'attaquer Israël ? Franchement, je ne le pense pas. Il sait trop bien que dans le monde, trop de forces se lèveraient contre lui. Comme tous les anciens chefs de gouvernements syriens, il multiplie les discours, sous la pression de l'opinion publique de son peuple (contrairement à ce qu'on pense en Occident, où l'on s'imagine que c'est lui

l'excitateur). Si la guerre éclatait réellement entre Israël et les pays arabes, et que, cette fois, l'O.N.U. ne puisse l'arrêter à temps, les conséquences pourraient prendre des proportions gigantesques, et on ne voit pas où pourrait s'arrêter l'incendie. Mais je pense que l'incertaine situation actuelle a des chances de durer encore, malgré l'impatience des masses arabes, et syriennes en particulier, qui s'attendent à prendre bientôt leur revanche.

Ainsi donc, l'avenir de la République Arabe Unie me paraît assez incertain. Pour que l'unité arabe se développe, il aurait fallu qu'une série de succès suive la fusion entre la Syrie et l'Egypte. Or, après l'union très lâchée acceptée par le Yémen, aucun Jordanie ou, contre toute attente, le régime royal s'est maintenu ; au Liban où la guerre civile de l'an dernier a abouti à une solution de compromis, ce qui est très libanais ; en Irak, où la révolution républicaine n'a pas amené un rapprochement, bien au contraire ; en Tunisie enfin, où Bourguiba a réagi très vivement contre le soutien apporté par la R.A.U. à Ben Youssef, son adversaire personnel. Or, qui n'avance pas recule. Il faudrait à la R.A.U. de nouveaux succès pour demeurer le pôle d'attraction qu'elle voudrait être pour l'ensemble des Arabes.

Certes, le dernier mot n'est pas dit. En Jordanie, une nouvelle crise peut surgir brusquement, et changer complètement les données du problème. En Irak, la situation demeure très troublée, et si Kacem a conservé jusqu'à présent le dessus, il n'est pas exclu que les nassériens, qui lui donnaient du fil à retordre, ne finissent par l'emporter. Mais d'un autre côté, si des succès de ce genre ne se produisent pas, les Syriens peuvent se détacher complètement du régime et chercher de nouvelles voies.

J. GALLIENNE.

Parmi nos

LETTRES

SUR LE « BAC » ET LA REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

De G. LAMIZET (Paris) :

Je comprends mal l'humeur qu'a donnée à Walusinski l'article de Péra sur l'enseignement, comme j'avais mal compris celle que lui avait naguère donnée le cri si opportun du même Péra, repris par Louzon : « A bas les maths ! ».

La question du « bac » me paraît une excellente occasion de s'interroger sur la réforme de l'enseignement, qui est un problème très important. On finira par être acculé à cette réforme. Alors sortiront des bureaux des projets du genre de l'inquiétant projet Billières, pour lequel les dirigeants du Syndicat des Instituteurs avaient eu une indulgence à mon avis regrettable. N'attendons pas pour réfléchir.

Walusinski reproche à Péra de confondre enseignement et examens ou, comme il dit, la grandeur avec sa mesure. Mais ce n'est pas de la faute de Péra si l'enseignement est reçu en France, et trop souvent donnée, en vue des examens et des concours. Dans une société de plus en plus bureaucratifiée les examens et les concours, échelons de la hiérarchie, prennent une importance de plus en plus imbécile. L'étude tourne au bachotage. La grandeur n'existe plus que pour la mesure. Cela ne choque peut-être guère l'esprit mathématique mais heurte très fort le bon sens. Aussi n'est-il pas mauvais de dire et de redire ce que devrait être un enseignement ayant l'homme pour fin.

Où Walusinski a-t-il vu que Péra songe à la formation des « élites » ? Si j'ai bien compris son article, on y trouve l'idée d'un « tronc commun » véritable, et non pas la caricature qu'en avait faite le projet Billières. — L'idée d'une véritable école unique, c'est-à-dire d'une éducation reçue en commun, avant les diverses formations professionnelles, par tous, futurs fraiseurs ou futurs ingénieurs, futurs boulangers ou futurs médecins.

Une seule exception : de cette éducation commune doit être distinguée, au jugement de Péra,

non pas la formation des « élites », ou des « cadres », mais la formation des professeurs et des chercheurs, ce qui n'est pas du tout la même chose. Il est vrai que leur métier est assez différent des autres métiers. Et il n'y a guère de risques que soit sélectionnée ainsi « la race des seigneurs ». Les universitaires ont de grands défauts, mais ce sont gens peu tyranniques et assez désintéressés. Il reste qu'ils ne devraient pas recevoir, si nous en croyons Péra, la même éducation que les autres. Fâcheux isolement des clercs. Serait-il vraiment préjudiciable à cette formation particulière qu'ils la reçoivent seulement après avoir reçu avec les autres l'éducation commune, — ou du moins après avoir fait avec eux un assez long bout de chemin ? Je ne sais. Cela ne me paraît pas aussi évident qu'à Péra. La question en tout cas est bien posée.

Et grâce lui soient rendues d'avoir une fois de plus ébranlé le trône, non pas du latin, comme le souhaiterait Walusinski, mais des « maths ». Car ce sont elles aujourd'hui, et non le latin, qui sont sur le trône. Les polytechniciens ont remplacé les avocats. Nous n'avons rien gagné au change. Et personne évidemment ne songe à nier que le peu de mathématiques accessible, non sans peine, à tout le monde, soit d'une irremplaçable valeur — en partie à cause de cette peine même — pour la formation de l'esprit. Ce très précieux peu n'est-il pas ce que fait entrer Péra dans le programme qu'il pose ? Et je doute que Walusinski pense qu'on puisse en enseigner davantage à tous. Cette vertu éducative des « maths » est une chose ; autre chose est l'orientation du petit nombre d'étudiants qui en sont capables vers les mathématiques supérieures, le « bac » de mathématiques élémentaires ne devant être qu'un premier pas vers elles, comme le dit Péra, — mathématiques qui sont indispensables à l'enseignement des sciences comme à leur avancement ; et vive Bourbaki ! Mais autre chose encore est l'actuelle fonction sociale des « maths » ; et là il faut résister avec toute la vigueur souhaitée par Péra et Louzon. Il s'agit d'une mystification à dénoncer. Et ce qu'ils ont dit n'a pas été dit, que je sache, ailleurs que dans la « R.P. ». Je sais gré à Péra de montrer dans son article, comme il l'avait déjà fait et comme Louzon l'avait fait après lui, que les « maths » sont devenues le mode de sélection d'un mandarinat de techniciens. C'est un clou qu'on n'enfoncera jamais assez.

Lettre d'Argentine : LE PEUPLE PAIERA

La politique économique-sociale que pratique le gouvernement argentin se caractérise, depuis juin dernier, par une nette évolution favorable au système de la libre entreprise et une active campagne d'appel aux capitaux étrangers. Cette tendance, annoncée en termes généraux par un discours présidentiel prononcé le 29 décembre 1958, s'est manifestée concrètement par une dévalorisation brutale de la monnaie, la suppression de subventions à certains services publics et à divers articles de grande consommation, mesures qui ont provoqué un malaise au sein de la population. Ce malaise perdure malgré que la stabilisation monétaire se soit effectuée, d'une certaine façon, par rapport au dollar et aux devises fortes. Cependant, il semble que l'équipe ministérielle qui devait appliquer le plan économique — le fameux « grand changement » du dirigisme à la libre entreprise — n'était pas elle-même pleinement convaincue des avantages de ce dernier système et qu'elle ne l'appliquait pas avec un zèle suffisant. Le fait est que cette équipe, dominant les ministères économiques, fut remplacée. Elle fut licenciée, et une nouvelle équipe, homogène, composée d'hommes d'affaires, de dirigeants de sociétés anonymes tous bien vus par les milieux financiers internationaux, prit sa place.

Ce changement politique se produisit lors d'une des nombreuses crises qu'eut à traverser le gouvernement actuel, avec, comme toile de fond, la perspective d'un soulèvement militaire d'envergure. La possibilité permanente de « pronunciamientos » militaires et la pression qu'exercent divers secteurs des forces armées confèrent un caractère fort inquiétant à la vie politique argentine. La crise de juin se produisit apparemment comme conséquence de la publication d'un document par lequel se trouvait établi un pacte entre Peron et Frondizi, ce dernier s'engageant à payer l'appui électoral péroniste par une série de concessions, et notamment par la remise de la C.G.T. aux péronistes, la dévolution des biens que la révolution leur avait confisqués, la destitution des chefs militaires qui s'étaient manifestés le plus ouvertement lors de la révolution, etc. Le gouvernement, et Frondizi à titre personnel, se hâtèrent de nier l'authenticité du document, affirmant qu'il s'agissait d'un faux grossier diffusé à des fins d'agitation. Ce qui est sûr c'est que, authentique ou pas, le document en question — remis à la presse par un des agents de Peron — correspondait à l'opinion courante, à savoir qu'un accord avait existé entre les deux personnages cités ou entre leurs représentants autorisés. De même, il est connu que le gouvernement actuel s'est efforcé d'appliquer ce qui est indiqué dans le pacte, en favorisant les péronistes, notamment en ce qui concerne la politique syndicale. Ce qui est probable, c'est que cette application partielle ne satisfait pas les partisans de l'ex-dictateur et qu'elle provoqua de sérieuses réactions dans les autres secteurs, politiques, syndicaux et militaires.

Cela, plus le mécontentement de caractère social provoqué par la politique économique et l'action répressive du gouvernement, créa le climat propice à un soulèvement. Un groupe de hauts chefs militaires qui avaient participé à la révolution antipéroniste de septembre 1955 et à la destitution du général Lombardi en novembre de la même année, se soulevèrent et exigèrent diverses mesures, notamment la démission du ministre et du sous-secrétaire à la Guerre (un colonel, Reimendes, qui semblait vouloir suivre pour son compte l'exemple de Peron en 1943) et l'arrêt des mobilisations ouvrières qui obligeaient l'armée à se comporter comme une force de police, affrontant directement les travailleurs. Ces militaires étaient appuyés par plusieurs partis de l'opposition (notamment l'Union Civique Radicale du Peuple, de grande influence électorale) lesquels demandèrent carrément, quand la crise s'ouvrit, la déposition du Président Frondizi.

Pendant plusieurs jours, une curieuse situation s'installa. Plusieurs garnisons de l'intérieur étaient

« techniquement » en rébellion, du fait qu'elles n'obéissaient pas aux ordres des autorités centrales et qu'elles exigeaient la démission du ministre de la Guerre. Le chef des militaires rebelles, le général Osorio Arana, lançait des manifestes et faisait des déclarations franchement subversives. Mais le gouvernement ne prit pas de mesure d'autorité. Il ne pouvait probablement le faire sans courir le risque d'une lutte ouverte. Il préféra parlementer, céder en partie, donner quelques hauts fonctionnaires en pâture et éviter la tempête par une série de conciliabules et des gestes d'apparence conciliatrice. Quand la crise atteignit son point culminant, on annonça que le cabinet avait présenté sa démission en bloc. Mais aussitôt après, on apprit que le président avait accepté quelques démissions et en avait refusé d'autres. En définitive, après divers épisodes inquiétants ou pittoresques, un nouveau cabinet se trouva structuré duquel se trouvaient exclus les ministres de l'ancienne équipe économique et en partie ceux de l'équipe militaire, et où entraient un « homme nouveau », très impétueux, lequel, dès le premier moment, affirma détenir les pleins pouvoirs pour désigner l'équipe économique formée de plusieurs ministres et de secrétaires d'Etat. Ce nouveau personnage qui, depuis lors, encombre l'horizon économique-social du pays, et parfois l'horizon politique aussi, est le capitaine-ingénieur — ou ingénieur-capitaine — Alvaro Alsogaray.

Il s'agit d'un homme relativement jeune, très dynamique et à mentalité de grand directeur d'entreprise. On le connut pour la première fois en 1956, quand il entra dans le cabinet du président provisoire Aramburu comme ministre de l'Economie. Quelques mois après, il dut renoncer sans laisser d'empreinte. Un peu plus tard, quand commença la campagne électorale, l'ingénieur Alsogaray fonda un nouveau parti, appelé Parti Civique Indépendant, avec un programme nettement « libre entreprise » et un extraordinaire effort de publicité. En général, le public considéra la nouvelle formation comme une curiosité, comme une fantaisie de potentat qui peut se permettre de dépenser une certaine quantité de millions pour attirer l'attention. Si quelqu'un avait alors avancé l'opinion que le personnage deviendrait quelques années plus tard quelque chose comme le premier ministre de l'Argentine et son dictateur économique virtuel, il aurait proféré une extravagance. Aux élections de février 1958, quand Frondizi fut élu, le parti d'Alsogaray obtint 80.000 voix dans tout le pays contre quatre millions au parti vainqueur. Pour ce qui est du programme, celui d'Alsogaray était à l'opposé du programme Frondizi. Alors que celui-ci, suivant le courant général, considérait la nationalisation du pétrole comme une question sacro-sainte, Alsogaray proposait que cette industrie, comme toutes les autres, y compris les services publics, fût ouverte à l'initiative privée. Impossible d'imaginer différence plus grande entre les critères concernant les problèmes fondamentaux.

Ainsi donc, le capitaine-ingénieur Alvaro Alsogaray émergea lors de la crise de juin comme la grande figure de ce déconcertant gouvernement constitutionnel. Il détient officiellement le ministère de l'Economie et, officieusement, celui du Travail et de la Sécurité sociale. Pratiquement, il a été autorisé à nommer les cinq ou six ministres qui font partie de l'équipe économique, c'est lui qui définit la politique économique et sociale du gouvernement et qui parle au peuple (il aime beaucoup parler à la radio et à la télévision) au nom du pouvoir exécutif. Dans ses causeries, il fait comprendre fort clairement que c'est lui qui a suggéré au président l'idée du « grand changement » — c'est-à-dire un virage à 180° en politique économique — que si les mesures qu'il avait préconisées n'avaient pas été adoptées le pays serait allé rapidement à la banqueroute, les usines auraient fermé leurs portes par manque de matières premières importées, et que tout se serait transformé en désespoir et en chaos.

Jacob PRINCE.
(A suivre)

Du nouveau, côté littérature prolétarienne

Samedi, 10 octobre, à la « Boule d'Or », place Saint-Michel, sur l'initiative de l'écrivain belge Constant Malva, mineur en retraite, l'équipe de la « Revue internationale de littérature prolétarienne » : « Le Musée du Soir » avait donné rendez-vous aux écrivains prolétariens de langue française.

Avant tout il convient de dire combien l'effort fait par trois mineurs, Gornik et les deux frères Berthelot, pour sortir leur revue est méritant. Les premiers numéros furent exécutés avec des clichés de textes entièrement dessinés à la main ! A présent ils ont réussi à se procurer une petite imprimerie et, ma foi, ils font aussi bien que beaucoup d'artisans de métier.

Parmi ceux qui avaient répondu à l'invitation, il y avait : René Bonnet, contremaître charpentier, auteur de « A l'Ecole de la vie » ; Prugnot, ingénieur à l'A.O.I.P., auteur de « Béton armé » ; Justus, artisan électricien et poète à ses heures ; Francis André, le paysan poète ; Lanoizelée, bouquiniste, auteur d'un livre sur sa corporation ; d'autres encore. et enfin notre ami Henry Poulaille, dont tout le monde connaît le chef-d'œuvre « Le Pain quotidien » et auquel nos trois mineurs ont emprunté le titre de leur revue, en souvenir du cercle littéraire prolétarien que Poulaille avait ouvert avant-guerre rue Médéah.

Et, fait nouveau : parmi les assistants, très remarqué dans sa soutane élimée, s'agitait la grande silhouette osseuse du révérend père jésuite Paul Feller, qui prépare un répertoire des écrivains prolétariens.

Je dois confesser franchement que je me suis tâté si je devais ou non assister à cette rencontre. Si, d'une part, j'avais envie de revoir des amis et de faire la connaissance de Francis André par exemple, par ailleurs la revue, malgré toute ma sympathie pour l'effort des trois mineurs, ne me donnait guère satisfaction ; il y avait notamment un court récit, publié dans le numéro 8, dans lequel le « héros », un mineur, se vantait d'avoir vendu sa voix à un candidat pour un avantage personnel !

Lutter contre le sectarisme politique qui a vidé les syndicats de leur contenu et atteint par contre-coup la littérature ouvrière, d'accord ; mais ça, non !

Qu'il y ait des prolos qui se vendent, personne ne le conteste, mais un récit faisant quasiment l'apologie d'une telle dégradation ne peut s'intituler littérature prolétarienne ; c'est plutôt un écrit anti-prolétarien.

L'origine de l'auteur, en ce cas un mineur, lui aussi, ne changeait rien à la chose. Pour nous la littérature prolétarienne avait toujours été un combat à mener sur le plan littéraire et culturel en faveur des travailleurs, sans que l'auteur ait à repenser pour cela dans chaque livre la société et son devenir ; il suffisait qu'il défende le prolétariat, qu'il l'éclaire, qu'il l'aide dans l'élaboration d'une vraie culture opposée à l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce combat, chaque écrivain devait le mener selon son tempérament, et sil est préférable que l'auteur soit d'origine prolétarienne, ce n'est pas une condition indispensable ; seule l'œuvre compte et mieux vaut *Germinal* écrit par le petit-bourgeois Zola, que le récit en question écrit par un mineur.

Une forte grippe, réelle, encore que fort opportune, me dispensa finalement d'assister à la réunion en question. Dans une lettre j'expliquais brièvement ma position avec laquelle se solidarisa Hubermont, l'auteur de « Treize hommes dans la mine », livre qui a trouvé dans la tragédie de Marcinelle, où plus de cent-cinquante mineurs périrent emmurés dans le puits en feu, une horrible confirmation.

La réunion se termina finalement sans qu'il y ait eu prise de position. J'ai eu des échos des diverses manifestations : je n'en retiendrai ici que celle du révérend père jésuite qui, après avoir déclaré que sa présence parmi les écrivains prolétariens était un événement historique, affirma une fois de plus que seule l'origine ouvrière de l'auteur comptait. Pour pouvoir juger objectivement de ce que cela

donne dans la pratique, il nous faut attendre la publication de l'ouvrage de ce prêtre, qui dispose du temps nécessaire à faire un travail en profondeur. (A signaler que nos mineurs-imprimeurs ont accepté de tirer sur leur petite presse, pendant leurs loisirs, ce « catalogue », qui, paraît-il, comporte des notices sur plusieurs centaines d'auteurs !) Dès à présent, pourtant le principe même qui a présidé à la conduite de ce travail de bénédictin (nous ne pouvons quand même pas dire : de jésuite) nous semble erroné. En effet, il suffirait à ce compte-là que l'auteur d'un ouvrage de grossière pornographie fût ouvrier, pour que, en vertu de sa propre conception, le père Feller se vît obligé de faire entrer « l'œuvre » en question dans son catalogue...

Etant dans le quartier Saint-Germain, la curiosité me prit de connaître la position des Américains sur la littérature prolétarienne. A présent que Khrouchtchev dine en tête-à-tête avec le grand patronat yankee, il nous est peut-être permis d'entrer dans une bibliothèque américaine sans être accusé d'être un vendu à l'impérialisme d'outre-Océan.

L'attaché culturel, un beau jeune homme noir, vêtu avec une élégance discrète, nous reçut fort aimablement.

Non, pour eux, la littérature prolétarienne, ça n'avait pas de sens. Le terme même de prolétariat sonnait plutôt mal, c'était déjà du marasme ; mieux valait dire « worker ». A la rigueur on pouvait encore parler d'éducation ouvrière, mais littérature ouvrière, non. D'ailleurs les barrières entre les différentes classes de la société étaient chez eux beaucoup plus mouvantes, et plus faciles à franchir dans un sens comme dans l'autre. Il y avait pas mal d'anciens ouvriers parmi les auteurs en renom, Steinbeck, et combien d'autres, sans que personne ne songe à les rabaisser pour autant ; qu'ils clament aujourd'hui leur colère contre l'injustice, ou que demain ils chantent leur joie de vivre, c'était une question d'inspiration...

Pendant que je l'écoutais parler lentement, avec application, je me disais qu'évidemment tout est mouvement, et qu'à mesure que reculent la misère et l'exploitation du travailleur, notre classification, *littérature prolétarienne*, opposée à *littérature bourgeoise*, perd tout son sens.

Il était également possible qu'un auteur pouvait ne produire qu'une seule œuvre forte, prolétarienne d'inspiration, et n'écrire ensuite que des fadeuses dépourvues d'intérêt ; inversement, j'avais eu encore dernièrement l'occasion, au cours de mon travail de correcteur, de voir comment un auteur pouvait être emporté par son sujet. Il s'agissait d'un flic d'Indochine qui, en transposant à peine une de ses aventures, venait d'écrire, sans le faire exprès, un petit chef-d'œuvre de littérature anti-colonialiste.

Et pendant qu'assis dans le grand fauteuil de cuir je regardais un tableau abstrait, fait de coups de fusain qui s'entrecroisaient en tous sens, notre beau Noir me parlait à présent de l'effort heureux qu'il attendait de l'admission au sein des Etats-Unis, de l'Alaska et de Hawaï — nous étions loin du sujet — Je l'approuvais. C'est à coup sûr de l'antiracisme intelligent, nécessaire à qui veut ravonner sur le monde entier...

Maurice LIME.

UNE ASSEMBLEE DU M.S.U.D.

L'Association « Pour un Mouvement Syndical Uni et Démocratique », 3, rue de la Rochefoucauld, Paris-9^e, créée en février 1959, tiendra sa première Assemblée Générale, le SAMEDI 12 DECEMBRE prochain, à Paris.

Outre l'examen des rapports statutaires, les participants feront le point de la situation actuelle et examineront les mesures destinées à assurer le développement de l'Association.

Ils étudieront également un sujet d'actualité :

« LE DEVENIR DU SYNDICALISME
ET L'UNITE SYNDICALE »

Une initiative ouvrière dans la Loire

POUR LA PAIX EN ALGÉRIE

Les syndicalistes unitaires et démocrates de la Loire continuent leurs expériences. Elles sont actuellement au nombre de trois, conduites avec continuité et persévérance : la publication d'une *Tribune syndicaliste*, bi-mensuelle dans le plus grand quotidien de la région. La réunion sur tous les grands problèmes de cinq organisations représentatives. Le fonctionnement régulier d'une association d'éducation et de culture (le G.I.E.C.O., groupe intersyndical d'éducation et de culture ouvrière). Trois entreprises qui s'assortiront, espérons-nous, bientôt, d'une quatrième : la section départementale du M.S.U.D. Les deux premières entreprises dépendent des U.D. C.F.T.C. et F.O. du syndicat du livre C.G.T. et des secteurs F.E.N.-S.N.I. La troisième n'a pas actuellement la participation F.E.N.-S.N.I., la quatrième dépend des rapports F.E.N.-S.N.I., Syndicat du livre C.G.T., et partisans individuels du M.S.U.D.

C'est à la seconde de ces entreprises : *La Table Ronde Syndicaliste* que nous devons l'excellente réunion d'information pour militants syndicalistes de toutes corporations qui s'est déroulée devant tous les représentants de la presse le mercredi 28 octobre 1959 à la Bourse du travail de Saint-Etienne.

Le but de la réunion était d'étudier les moyens d'action pratiques pour faire surgir de la classe ouvrière de la région un profond mouvement d'opinion publique pour la paix en Algérie, qui puisse servir d'exemple à d'autres départements.

Mathevet, de l'U.D. C.F.T.C., en ouvrant la séance, montra comment elle était située dans le contexte créé par les déclarations du général de Gaulle et celles du G.P.R.A. et expliqua le fonctionnement de la *Table Ronde Syndicaliste* où chaque orateur ne parle plus au nom de son organisation, mais de façon plus unitaire au nom de la *Table Ronde de la Loire* proprement dite.

Albert Foussier (F.E.N.-S.N.I.) analysa les réactions suscitées par la déclaration de Gaulle, en particulier du M.N.A. et du F.L.N.

Ravachol (Livre C.G.T.) fit un exposé remarquable sur la menace du fascisme se profilant derrière les attentats larvés. Il montra l'importance de l'évolution de l'armée et ce que révélait l'utilisation de la fameuse arme psychologique auprès des jeunes recrues.

Soffietto (U.D. C.G.T.-F.O.) rappela les luttes des syndicalistes depuis 1953 et de leurs différents comités dans la Loire, devant le conflit d'Indochine, les questions de la Tunisie et du Maroc, et montra pourquoi le conflit algérien était parmi les premières préoccupations du mouvement syndicaliste.

A lui revenait la charge de préconiser les moyens d'action pratiques à mettre progressivement en application pour tirer de la conjoncture actuelle tout ce qu'elle pouvait apporter de favorable à une solution négociée du conflit.

Une camarade du S.N.I., *Marie Bory*, regretta que les organisateurs n'aient pas invité à la réunion l'U.D. C.G.T. et, trouvant leurs moyens insuffisants, préconisa une large unité d'action. *Caddeo* (Livre C.G.T.), *Pouchon* (F.E.N.), *Giry* (S.N.I.), *Rechatain* (Mineurs C.F.T.C.), un camarade au nom d'une section métallurgiste (C.F.T.C.), *Chevigny* (Correcteurs) intervinrent successivement. Il ressortit de la discussion que l'initiative était excellente, que la critique du gaullisme ne serait pas abandonnée, pas plus que l'opposition au pouvoir personnel, mais que la lutte pour l'auto-détermination du peuple algérien était ouverte.

Confiance fut faite au bureau de la *Table Ronde Syndicaliste* pour le développement ultérieur et prochain de l'action préconisée qui pourrait se conclure par meetings et manifestations de masses.

Selon la formule de notre camarade *Soffietto*, « nous n'avons pas le droit de ne pas réussir, et nous sommes devant un de ces cas où l'efficacité est une préoccupation première de la morale militante. »

A la camarade qui posa, au nom de sa tendance, la question de l'unité d'action avec la C.G.T., il fut répondu que les syndicalistes de la *Table Ronde* se séparaient des majoritaires C.G.T. parce qu'ils désiraient l'autodétermination pour tous les peuples sans exception, mais que les rassemblements comme celui des syndicalistes libres de la Loire, loin d'interdire la possibilité de l'unité d'action, la rendaient, le cas échéant, plus facilement praticable.

Je voudrais ajouter que la composition de la salle était très caractéristique : prédominance des éléments ouvriers, mineurs, métallurgistes, gars du bâtiment, et prédominance des éléments jeunes. De telles expériences où les militants se cherchent et se trouvent devraient être multipliées dans tous les départements. Notre Union des Syndicalistes devrait s'efforcer de les imiter nationalement. Ils sont extrêmement payants.

Jean DUPERRAY.

Groupement intersyndical d'éducation et de culture ouvrière

Une première réunion de ce groupement, fondé sous l'égide de l'U.D. F.O., de l'U.D. C.F.T.C. de la Loire et du syndicat du Livre C.G.T. s'est tenue le 16 octobre à la Bourse du travail de Saint-Etienne. Les principes du G.I.E.C.O., ses buts, ses statuts son bureau provisoire, son programme approximatif, ses techniques de diffusion, d'éducation et d'information, ont été adoptés.

Les camarades apparentés à l'Union des Syndicalistes, au Cercle Zimmerwald, aux Amis de la « Révolution Proletarienne » ont adhéré individuellement au G.I.E.C.O., après avoir fait spécifier qu'il ne s'agissait pas d'une concurrence à une section éventuelle du M.S.U.D. dans la Loire, mouvement dont ils désirent la fondation départementale et dans lequel ils désirent aussi militer individuellement.

Ils ont pensé avoir satisfaction dans la mesure où cette garantie était donnée par l'un des organisateurs du G.I.E.C.O. : le syndicat du Livre C.G.T. qui déclare être en même temps prêt à participer en tant qu'organisation fondatrice, à la création d'une section du M.S.U.D. dans la Loire.

Le rôle joué par *Ravachol*, du syndicat du Livre C.G.T. de la Loire, au dernier congrès confédéral, en tant que défenseur minoritaire du M.S.U.D., donne tout son poids à cette prise de position qui peut avoir des développements intéressants dans l'avenir immédiat.

DIMANCHE 13 DECEMBRE

à 15 heures, 78, rue de l'Université

l'Union des Syndicalistes,
le Cercle Zimmerwald,
les Amis de la « R.P. »

organisent une
CONFERENCE
sur le sujet

**L'intéressement des travailleurs
à l'entreprise**

par Maurice CHAMBELLAND

Plusieurs militants syndicaux participeront
à la discussion

Au début de la réunion, un exposé sera fait sur le deuxième tome de l'ouvrage d'Alfred ROSMER : « Le mouvement ouvrier pendant la guerre 1914-1918 ».

A travers les

LIVRES

LES CHANTS DE L'HUMBLE AMOUR

de A. LAPRAZ

Albert Lapraz (1888-1952), instituteur à Thonon (Haute-Savoie), militant syndicaliste révolutionnaire et libre-penseur, a été un des fidèles de la R.P. Il était de cette phalange de héros et d'hommes de valeur de la Fédération de l'Enseignement qui impressionnait tant Jacquet, un autre disparu qui nous est cher. Jacquet regrettait même un moment donné que le S.N. n'ait point confié à Lapraz dans l'*Ecole Libératrice* la rubrique de la défense laïque. C'est que Lapraz était très au fait de tout ce qui de près ou de loin se rattachait à la laïcité. Il a fondé dans son département et rédigé presque entièrement *Vigilance laïque* et le *Bulletin rationaliste*, deux feuilles d'une haute tenue qui ont perduré et même qui rayonnent dans toute la France.

Mais tout un aspect de la forte personnalité de notre camarade a échappé à beaucoup. C'était un poète délicat et tendre, patoisant à l'occasion, s'inspirant du folklore et dont le militantisme passait dans des vers d'une belle venue. Il a certes chanté l'amour, les ruisseaux, les alpages ; il a chanté aussi les pauvres « molardiers » qui traînent sur les routes de ferme en ferme, leur maigre baluchon derrière le dos, et sortent au cabaret les paroles de franchise et de vérité. Il a magnifié le 1^{er} Mai et la Cité d'harmonie, il a pleuré sur les pauvres gars partis à la boucherie, sans savoir s'ils en reviendraient, et il a glorifié l'heure bénie où, enfin, les nations jadis rivales déploieraient largement le drapeau de l'Internationale de Paix.

Marguerite Lapraz n'a pas voulu que restent dans des tiroirs poussiéreux tant de généreuse humanité et de délicatesse. Elle a recueilli pieusement les manuscrits de son compagnon affectueux. Nous avons ainsi les *Chants de l'humble amour*, un magnifique volume grand in-8 de plus de 200 pages que Louis Magnat a illustré au mieux. Les chants, surtout ceux destinés à l'enfance et qui conviennent très bien pour les petites classes, sont accompagnés d'une musique composée par le poète-instituteur.

Nul doute que cet ouvrage posthume d'un bon camarade sera sur les rayons de bien des bibliothèques. L'édition ordinaire franc de port vaut 1.290 fr. et l'édition de luxe 1.690 fr. S'adresser à Mme Lapraz, 6, Avenue d'Evian à Thonon (Haute-Savoie). C.C.P. 213.042 Lyon.

Maurice DOMMANGET.

LA CONDITION HUMAINE EN CHINE COMMUNISTE

(Un livre de Suzanne Labin - La Table Ronde)

J'ai peur que le dernier livre de Suzanne Labin : *La condition humaine en Chine communiste*, n'obtienne pas l'audience qu'il mérite. On ne peut nier le parti-pris de l'auteur. Est-ce une faiblesse ? Suzanne Labin est une infatigable militante de l'antitotalitarisme, comme d'autres, qui en tirèrent pas mal de gloire et parfois quelque profit, furent des militants de l'antihitlérisme. Prendre parti dans un cas comme dans l'autre, c'est se situer politiquement et moralement... assez solidement pour ne pas risquer l'aberration... Ici le nationalisme bochophobe, là l'anticommunisme réactionnaire. Ce n'est pas un mince mérite pour Suzanne Labin que de ne pas se laisser tirer par sa condamnation des héritiers de Staline, hors du socialisme démocratique, dont elle se réclame. Cela ne nous suffit peut-être pas... à nous qui ne renions pas notre adhésion à l'Octobre russe de 1917. Mais cela suffit pour se retrouver dans une résistance intransigeante au système totalitaire aussi antisocialiste qu'antidémocratique et antiouvrier. « Ce serait un crime de montrer les

beaux côtés de la guerre... même s'il y en avait », disait Barbusse. C'est également vrai pour le post-stalinisme. Comme Suzanne Labin, nous ne pouvons être « objectifs » en cette affaire, parce que nous n'étudions pas un phénomène historique, nous participons à un combat nécessaire.

Ce que l'on peut exiger de nous, c'est l'honnêteté dans nos accusations. Pour cela, il suffit de penser aux victimes.

« Ce qui compte en premier lieu, dit Monatte (1), c'est le sort imposé aux ouvriers et aux paysans russes par la Révolution soi-disant faite en leur nom. » Critère qui s'applique aussi à la Chine. Afin de connaître la condition humaine en Chine communiste, Suzanne Labin s'est adressée aux victimes — à celles qui ont agi volontairement et peuvent parler librement : les réfugiés de Hong-Kong.

Ce qui lui permet de poser ce problème tragiquement humiliant des réfractaires au totalitarisme, auxquels on accorde quelque aumône, que l'on recueille plus qu'on ne les accueille et dont les démocraties occidentales n'ont jamais organisé sérieusement le regroupement et le reclassement. Ce n'est pas vrai seulement pour les Chinois de Hong-Kong.

Suzanne Labin a raison d'insister à nouveau sur l'argument décisif que représente « ce plébiscite des pieds », dont la manifestation exige non seulement le courage de l'évasion nocturne à travers « les rideaux de fer », mais le total abandon de tout ce que l'on possédait, de tout ce que l'on aimait. Aux cinq millions de Chinois réfugiés à Hong-Kong, à Macao, en Birmanie, à Formose, il faut ajouter un Allemand sur six d'Allemagne de l'Est, un Coréen sur trois de Corée du Nord, un million de Vietnams du Nord... sans parler des Hongrois, des Tchèques, des Bulgares, des Roumains... Suzanne Labin rappelle aussi que 85 % des 22.000 prisonniers chinois capturés pendant la guerre de Corée refusèrent de rentrer en Chine populaire (encore les envoyés de Pékin, par le plus atroce chantage exercé sur ceux dont les familles servaient d'otages, purent-ils en récupérer un certain nombre qui auraient porté le pourcentage à 95 % s'ils avaient pu maintenir leur décision spontanée).

L'origine sociale des réfugiés ? Suzanne Labin répond à cette question, que nous avions posée ici même. Dans les camps de réfugiés chinois, on ne trouve ni capitalistes, ni industriels, ni paysans riches. On peut, avec elle, conclure sur le régime : « Dis-moi qui te fuit. Je te dirai qui tu es. »

Ceux qui ont fui, que Suzanne Labin a interrogés, qui sont-ils ? Un paysan, un ex-cadre communiste, un employé, un étudiant, un commerçant, une Française mère de quatre petits Chinois, un ex-membre des Jeunesses communistes, un ouvrier, un syndicaliste, des pêcheurs, une institutrice, une sage-femme, un juge, un professeur, etc.

Quelle que soit son opinion sur la Révolution chinoise, sa nécessité, les problèmes de l'expansion chinoise, on doit entendre ces témoignages — même s'ils ne présentent qu'un aspect des choses, même s'ils bouleversent certaines de nos idées acquises sur « la longue marche des troupes de Mao Tsé Toung » et la « spontanéité » de la révolte contre Tchang Kai Shek.

Les propos de l'ex-cadre communiste nous éclairent d'ailleurs sur ces mouvements, sans contredire formellement ce que nous avons pu entrevoir. Ils nous confirment dans notre idée, qui sans doute peut nous amener à une révision douloureuse, qu'une révolution socialiste ne peut naître d'une conquête « militaire » du pouvoir politique.

Chicaner Suzanne Labin sur la composition de son livre, sur la trop grande place de ses interventions personnelles, qui ne diminue pas l'importance et la valeur des témoignages, mais qui assourdit peut-être leur résonance ? Nous n'y songeons pas. Car nous partageons son émotion et son irritation, en écoutant et en lisant ceux qui expliquent le phénomène chinois, sans s'inquiéter en premier lieu du sort des ouvriers et des paysans chinois.

R. H.

(1) « Trois scissions syndicales ».

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 1^{er} OCTOBRE. — A Tunis, Bourguiba rend hommage à de Gaulle.

DIMANCHE 4 OCTOBRE. — Envoi d'un engin cosmique soviétique qui contournera la lune et reviendra vers la terre.

VENDREDI 9 OCTOBRE. — Violents incidents au Dahomey : trois morts et une vingtaine de blessés.

SAMEDI 10 OCTOBRE. — Elections générales en Angleterre : 49,4 % des voix aux conservateurs (365 sièges), 43,8 % aux travaillistes (285 sièges), 5 % aux libéraux (6 sièges).

DIMANCHE 11 OCTOBRE. — Elections municipales à Madagascar : succès de l'opposition à Tananarive et à Diego-Suarez.

LUNDI 12 OCTOBRE. — Débat sur le problème algérien à l'Assemblée nationale.

Grève de 72 heures des mineurs italiens, Elections au Sénat de Brême (Allemagne fédérale) : gains des sociaux-démocrates.

MARDI 13 OCTOBRE. — Des savants américains ont construit le premier moteur ionique.

Elections en Irlande du Nord : grave échec du Sinn-Fein et des travaillistes.

MERCREDI 14 OCTOBRE. — Emeute au Congo belge : cinq morts, une trentaine de blessés.

Elections syndicales en Autriche : important recul communiste (24.000 voix sur 300.000).

JEUDI 15 OCTOBRE. — Violentes bagarres au Congo belge : vingt morts.

Meeting du Parti socialiste autonome à la Mutualité : discours de M. Mendès-France.

Neuf députés algériens quittent l'U.N.R.

VENDREDI 16 OCTOBRE. — Par 451 voix contre 23, l'Assemblée nationale approuve la politique algérienne du gouvernement.

M. Mitterrand est l'objet d'un attentat simulé. Enquête de l'Internationale socialiste sur les causes du recul socialiste en Europe.

Nouvel attentat contre le général Kassem en Irak.

SAMEDI 17 OCTOBRE. — Exclusion par l'U.N.R. des neuf députés dissidents.

DIMANCHE 18 OCTOBRE. — Photographie par l'engin soviétique de la face cachée de la lune

LUNDI 19 OCTOBRE. — Le Comité Central du Parti communiste polonais bloque les salaires et augmente le prix de la viande.

Comité national de la Fédération F.O. de l'Eclairage.

Opérations de police dans les organisations d'extrême-droite.

MARDI 20 OCTOBRE. — Nouvelle grève des mineurs italiens.

MERCREDI 21 OCTOBRE. — L'Assemblée des Nations Unies se prononce sur la violation des droits de l'homme au Tibet (la France s'abstient).

La Régie Renault décide d'interrompre ses activités en Israël.

Manifestations d'avertissement des fonctionnaires et agents des services publics.

JEUDI 22 OCTOBRE. — M. Khrouchtchev accepte l'invitation de se rendre à Paris.

M. Pesquet, ancien député R.P.F., accuse M. Mitterrand d'avoir organisé l'attentat dirigé contre lui-même.

VENDREDI 23 OCTOBRE. — Confrontation sans résultat entre M. Mitterrand et M. Pesquet.

SAMEDI 24 OCTOBRE. — Rencontre dans l'île des Falsans des ministres français et espagnols des Affaires étrangères.

Comité confédéral de la C.G.T.-F.O.

DIMANCHE 25 OCTOBRE. — Elections municipales en Autriche : avance des socialistes et des libéraux à Vienne.

LUNDI 26 OCTOBRE. — Grande manifestation à La Havane (Cuba) pour protester contre les agressions étrangères.

Session du Soviet suprême à Moscou.

Article du *maréchal Juin* dans « l'Aurore » condamnant l'autodétermination algérienne.

P.-O. Lapie exclu du Parti socialiste pour avoir présidé la commission scolaire gouvernementale.

MARDI 27 OCTOBRE. — Le gouvernement français explique son désir que la conférence au sommet soit reportée au printemps 1960.

Multiplication en Angleterre de grèves-éclairs non approuvées par les syndicats.

Résultats des élections législatives en Suisse : radicaux et socialistes à égalité.

Agitation syndicale dans le Gaz et l'Electricité, les fonctionnaires, les employés de banque, la métallurgie, etc.

JEUDI 29 OCTOBRE. — De Gaulle adresse un message aux fonctionnaires et aux forces armées en Algérie.

Un accord culturel est signé entre les Etats-Unis et la Guinée.

L'Assemblée nationale adopte la réforme fiscale par 380 voix contre 95.

SAMEDI 31 OCTOBRE. — Discours de Khrouchtchev devant le Soviet suprême.

Trois compagnies sidérurgiques ont signé un accord avec le Syndicat des aciers américains.

Conseil national de l'Union de la Gauche socialiste qui désire reprendre les pourparlers avec le parti socialiste autonome.

D'où vient l'argent ?

MOIS D'OCTOBRE 1959

RECETTES

Abonnements ordinaires	35.185	
Abonnements de soutien	25.000	
		60.185
Souscription		2.000
Vente « R. P. »		1.020
Vente « Chine »		400
Sommes reçues pour le livre de Rosmer ..		58.800
Divers		2.200
		<hr/>
Total des recettes		124.605
En caisse à fin septembre		414.935
		<hr/>
		539.540

DEPENSES

Impr. et pap. (R.P. juin) (complement)	60.000
Impr. et pap. (R.P. juillet-août)	130.711
Impr. et pap. (R.P. septembre)	110.540
Frais d'expédition	21.870
Frais généraux	10.038
Versé au Cercle Zimmerwald (sommes reçues pour le livre de Rosmer)	60.000
	<hr/>
Total des dépenses	393.209
En caisse à fin octobre :	
Espèces	15.856
Chèques postaux	130.475
	<hr/>
	146.331
	<hr/>
	539.540

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Pierre Albert (Hérault), 2.000 ; Constant Di Luccio (Algérie), 2.000 ; Jacques Gallienne (Tunisie), 2.000 ; Mme Germaine Goujon (Seine-Maritime), 2.000 ; Georges Lamizet (Paris), 2.000 ; Jean Laplaud (Charente-Maritime), 2.000 ; Emmanuel Mormiche (Deux-Sèvres), 2.000 ; Pierre Palix (Var), 2.000 ; Mme Emilienne Pujolle (Gironde), 2.000 ; Alfonso Sanchez (Hérault), 3.000 ; Georges Suant (Seine), 2.000 ; Joseph Volovitch (Paris), 2.000. — Total : 25.000 fr.

LA SOUSCRIPTION

Antoine Agnès (Paris), 300 ; Marcel Béty (Tunisie), 200 ; Félix Escoffier (Vaucluse), 200 ; L. O., 1.000 ; Jean Palix (Bouches-du-Rhône), 300. — Total : 2.000 francs.

A paraître prochainement

Le Mouvement Ouvrier pendant la Première Guerre Mondiale

1914 - 1918

par A. ROSMER

DEUXIÈME VOLUME

Principaux chapitres :

LE RÉVEIL SYNDICAL 1915-1916

LA CONFÉRENCE DE KIENTHAL

**LA FÉDÉRATION DES MÉTAUX
AU 1^{er} MAI 1916**

**LES INSTITUTEURS SYNDIQUÉS
ET LA GUERRE**

Prix de souscription pour les abonnés de la « R. P. » et les membres du
Cercle Zimmerwald : 1,500 francs (franco).

(Prix de vente au public : 3.000 fr.)

Versez sans tarder votre souscription :

— Soit au chèque postal de la « R. P. » : 734.99 Paris,

— Soit au chèque postal du Cercle Zimmerwald, 78, rue de l'Université,
Paris (7^e) : 8.490.16 Paris.